ENTENTE DE LUTTE INTERDEPARTEMENTALE CONTRE LES ZOONOSES

Le Conseil d'Administration de l'Entente de Lutte Interdépartementale contre les Zoonoses s'est réuni au Conseil Général du Nord, à Lille le 3 avril 2013 sous la présidence de monsieur Jean-Paul BOLMONT, Président de l'Entente.

Etaient présents à cette assemblée :

A. Les Conseillers Généraux des départements suivants :

AIN
Monsieur Jean CHABRY
Monsieur Serge FONDRAZ

AISNE
Monsieur Frédéric MEURA

AUBE
Madame Joëlle PESME

CALVADOS
Monsieur Xavier CHARLES

JURA
Monsieur Franck DAVID

LOIRET
Monsieur Alain DROUET
Monsieur Albert FEVRIER

MARNE
Madame Françoise DUCHEIN

MEURTHE-ET-MOSELLE
Monsieur Jean-Paul BOLMONT

NORD
Monsieur Jean-Jacques ANCEAU
Monsieur Jean SCHEPMAN
Monsieur Jacques HOUSSIN

ORNE
Monsieur Claude DUVAL

PAS-DE-CALAIS
Monsieur Henri DEJONGHE
Monsieur Jean-Marie LUBRET

BAS-RHIN
Monsieur Jean-Michel FETSCH

SOMME
Monsieur Dominique CAMUS

VOSGES
Monsieur Frédéric DREVET

B. Messieurs les représentants des administrations suivantes :

Monsieur Laurent MONTAUT, Chef de Bureau des zoonoses, DGAL
Monsieur Gérald UMHANG, Chargé de projet, ANSES Nancy

C. Mesdames et Messieurs les représentants des Laboratoires Vétérinaires Départementaux

Monsieur Ianic FAES, Directeur, LVD 55 - SEGILAB
Monsieur Jean GUILLOTIN, Directeur, LVD 59
Madame Isabelle MARIEN, Directrice, LVD 62
Monsieur Karim DAOUD, Directeur, Laboratoire Régional de Suivi de la Faune Sauvage d'Ile-de-France

o **E.L.I.Z.** o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com

D. Mesdames et Messieurs les représentants des Directions Départementales de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations

Madame Sophie BELICHON, Chef de service Santé et Protection des animaux, DDPP 59
Monsieur Eric FAUQUEMBERGUE, Chef de service Santé Animale, DDPP 62

E. Les invités suivants

Monsieur Michel MARCOTTE, président, Fédération Départementale des Chasseurs du Nord
Monsieur Bernard COLLIN, vice-président, Fédération Départementale des Chasseurs du Nord
Monsieur Christian BROUWER, chargé de mission, Fédération Départementale des Chasseurs du Nord
Monsieur Laurent PAUWELS, technicien, Fédération Départementale des Chasseurs du Nord
Monsieur Bernard LECLERC, représentant du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle
Monsieur Pascal HOSSEPIED, Responsable du service Aménagement Rural et Agriculture, CG 59
Monsieur Jérémy NOBLE, Direction de l'Environnement, CG 95
Monsieur Philippe WARTELLE, président de l'ASPDCEA

F. Le personnel de l'Entente de Lutte Interdépartementale contre les Zoonoses

Monsieur Benoît COMBES, Directeur
Mademoiselle Stéphanie FAVIER, Technicienne
Monsieur Vincent RATON, Ingénieur des travaux
Monsieur Sébastien COMTE, Chargé de Projet

Etaient excusés :

A. Les Présidents des Conseils Généraux suivants :

AISNE, ARDENNES, AUBE, CHER, DOUBS, EURE, ILLE-ET-VILAINE, LOIR-ET-CHER, HAUTE-MARNE, MEUSE, MOSELLE, NIEVRE, NORD, BAS-RHIN, SAÔNE-ET-LOIRE, HAUTE-SAVOIE, VOSGES, YONNE, SEINE-SAINT-DENIS, VAL D'OISE.

B. Les Conseillers Généraux suivants :

AIN
Monsieur Jean-Baptiste ZAMBELLI
Monsieur Daniel BENASSY

AISNE
Monsieur Fawaz KARIMET

ALLIER
Monsieur Guy LABBE
Monsieur Alain LOGNON
Monsieur Jacques DE CHABANNES

ARDENNES
Monsieur Guy CAMUS
Monsieur Gérard DRUMEL

CALVADOS
Monsieur Michel BENARD

CANTAL
Monsieur Eric FEVRIER

CHER
Monsieur Patrick TOURNANT
Monsieur Pierre RABINEAU
Madame Janine BERNARDET
Monsieur Serge BERTHELOT

ISERE
Monsieur Charles GALVIN
Monsieur Christian NUCCI

JURA
Monsieur Serge OUTREY
Monsieur Jean RAQUIN
Monsieur Robert TOURNIER

LOIR-ET-CHER
Monsieur Bernard DUTRAY

LOIRE
Monsieur Michel CHARTIER
Monsieur Joël EPINAT
Monsieur Henri NIGAY

LOIRET
Monsieur Antoine CARRE
Monsieur Christian BOURILLON

HAUTE-MARNE
Monsieur Stéphane MARTINELLI

MEURTHE-ET-MOSELLE
Monsieur Christophe SONREL
Monsieur Gauthier BRUNNER

MEUSE
Monsieur Jean-François LAMORLETTE
Monsieur Roger BEAUXEROIS

MORBIHAN
Monsieur Guy de KERSABIEC
Monsieur Joseph LEGAL

o **E.L.I.Z.** o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com

Monsieur Yves PELTIER
Monsieur Jean-Marie COUSIN

MOSELLE
Monsieur Brice LEROND
Monsieur Claude BITTE

NIEVRE
Monsieur Christian BARLE

OISE
Monsieur André VANTOMME
Monsieur Gérard DECORDE
Monsieur André COËT

RHÔNE
Monsieur Alain JEANNOT
Monsieur Christian COULON

HAUTE-SAÔNE
Madame Edwige EME
Monsieur Robert MORLOT

HAUTE-SAVOIE
Monsieur François MOGENET

SOMME
Monsieur Michel BOULOGNE

VOSGES
Monsieur Jackie PIERRE

YONNE
Monsieur Jean-Marie JOST
Monsieur Pierre BORDIER

TERRITOIRE-DE-BELFORT
Monsieur Christophe GRUDLER
Madame Anne-Marie FORCINAL

ESSONNE
Madame Claire ROBILLARD
Monsieur Thomas JOLY

SEINE-SAINT-DENIS
Monsieur Azzedine TAÏBI

VAL D'OISE
Monsieur Arnaud BAZIN

C. Mesdames et Messieurs les représentants des Laboratoires Vétérinaires Départementaux :

Monsieur Daniel BAROUX, LVD 01
Madame Patricia HERMITTE, LVD 10
Madame Catherine PARISOT, LVD 15
Madame Natacha WORONOFF-REHN, LVD 25
Monsieur José DELAVAL, LVD 37
Madame Sylvie MARTIN, LVD 38
Madame Sabine PELZER, LVD 54
Monsieur Philippe MASSIP, LVD 56
Monsieur Pascal VERY, LVD 71
Madame Yvette GAME, LVD 73
Monsieur Daniel PATARD, LVD 74
Madame Sophie DARDALHON, LVD 80
Monsieur Guy PERETZ, LVD 89

D. Mesdames et Messieurs les représentants des Directions Départementales de la Protection des Populations

Monsieur Eric DAVID, DDPP 01
Madame Mireille BOSSY, DDPP 05
Madame Valérie LE BOURG, DDPP 10
Monsieur Christian RASOLOSON, DDPP 18
Madame Sylvie HIRTZIG, DDPP 39
Madame Janique BASTOK, DDPP 41
Madame Régine MARCHAL-NGUYEN, DDPP 52
Monsieur Patrick DROUET, DDPP 60
Monsieur Alain LABBAT, DDPP 61
Madame Hélène LAVIGNAC, DDPP 74
Monsieur Gérard ALIBERT, DDPP 77
Madame Brigitte LUX, DDPP 88
Madame Karine GUILLAUME, DDPP 93

E. Les invités suivants :

Monsieur Bernard LAURENT, Président Honoraire de l'ELIZ
Monsieur Alain VASSELLE, Président Honoraire de l'ELIZ
Madame Annie ROUILLEAUX, Payeur Départemental de Meurthe-et-Moselle

o **E.L.I.Z.** o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com

PROCES-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 3 AVRIL 2013 A LILLE.

Monsieur ANCEAU : bonjour à tous, je voudrais tout d'abord présenter les excuses du Président KANNER qui n'a pu, vu les contraintes de son agenda, nous rejoindre et qui m'a désigné compte tenu de ma délégation à l'agriculture, et de ma présence au niveau du conseil d'administration de l'ELIZ pour le représenter.
Je dois vous faire part du plaisir ressenti de notre président pour votre présence dans l'hémicycle du Conseil Général du Nord, mais aussi de son soutien pour notre structure, je crois qu'on vient d'en avoir un témoignage puisque nous avons financé la leptospirose et de son attention envers nos actions.
Je souhaite donc la bienvenue au Président BOLMONT, c'est aussi un honneur de vous avoir, bienvenue à Benoît COMBES notre directeur, aux membres du conseil d'administration et à vous chers collègues venus de différents départements ainsi qu'aux services vétérinaires qui vous accompagnent. Bienvenue aux intervenants Jean GUILLOTIN qui est directeur du laboratoire départemental Villeneuve d'Ascq. Nous aurons aussi une intervention de Bernard COLLIN président national des lieutenants de louveterie en France. Bernard est un belge, donc vous voyez son rayonnement en France et rendez-vous compte de ce qu'il peut être en Belgique ! et à l'équipe technique de l'Entente pour leurs exposés souvent agrémentés d'une petite note d'humour, des exposés très précis et c'est vrai qu'on apprécie toujours beaucoup.
Je voudrais aussi adresser mes remerciements aux services du Département. Il a fallu préparer cette réunion, je voudrais remercier Pascal HOSSEPIED, qui va nous rejoindre après, du département agriculture. Philippe LENAIN qui s'occupe du cabinet du Président et la direction de la formation et de la communication. Je remercie Isabelle PRESSE de venir avec nous, elle nous présentera le département en images, ce sera quand même plus parlant que moi de vous allonger les chiffres. C'est vrai, je peux vous dire qu'on est un département de 2,6 millions d'habitants, qu'il fait 230km de long, vous parler de l'industrie, de l'agriculture mais je crois que ce qu'elle dira est plus parlant.
Elle nous parlera de l'hémicycle, sachant qu'à Lille on a deux hémicycles différents puisque nous sommes ici le conseil général mais la région avec ses 123 conseillers régionaux siègent aussi à Lille. Pour les gens qui sont venus par l'A1 ou l'A23 on passe en dessous du siège de région, c'est une sorte de grande porte cette tour et c'est la région Nord-Pas-de-Calais. On a failli y aller parce que, pendant un moment, il ne devait plus avoir d'élus départementaux mais on reste dans l'hémicycle encore pour quelques années. Il parait que monsieur le préfet voudrait aussi un jour récupérer cet hémicycle et on irait à l'Hôtel du Département. Voilà l'histoire de Lille très vite brossée. Je vais laisser à Isabelle le soin de nous présenter le département. Merci Isabelle.

Madame PRESSE : je vais vous faire un peu d'histoire. Je ne vous apprends rien quand je vous dis que les départements ont été créés après la Révolution Française avec les lois de décembre 1789, janvier 1790, avec à l'époque 83 départements dont le département du Nord. Il a une particularité puisqu'il est très long, très large et très étroit puisqu'au niveau d'Armentières il fait seulement 6km entre le Pas-de-Calais et la Belgique. Il a une ouverture sur la mer, qui était une volonté puisque ça permettait de repousser les invasions par la mer et il fait quasiment la totalité de la frontière belge justement pour éviter les invasions au niveau de la frontière. A la création des départements, Lille n'était pas chef-lieu de département puisque c'était Douai parce que si on regarde, Douai est un peu plus au centre que Lille puisqu'il fallait à l'époque pouvoir rejoindre son chef-lieu de département en moins d'une journée de cheval. Aujourd'hui on fait trois fois l'aller-retour dans la journée mais à l'époque une journée de cheval c'était à peine suffisant pour arriver au chef-lieu de département.
Lille est chef-lieu de département depuis 1803 seulement, le siège du département était dans le vieux Lille là où il y a l'évêché actuellement. Les bâtiments sont devenus trop petits et on a dû trouver une solution. Le souci c'est que Lille était une ville maintenue par des remparts, je sais que vous venez d'un peu partout apparemment, et si vous remontez le boulevard de la liberté vous avez ce qu'on appelle les jardins Vauban et il y a une citadelle, les remparts partaient de la citadelle et allaient jusqu'à la porte de Paris.

o E.L.I.Z. o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com

Avant de partir si vous avez un peu de temps allez voir la porte de Paris c'est vraiment une très jolie porte. Au niveau du boulevard de la Liberté vous avez une statue du Maréchal FAIDHERBE et à la place, à l'époque il y avait une entrée de la ville de Lille. Lille était une ville concurrencée par Roubaix et Tourcoing puisque c'était des villes industrielles qui se développaient énormément et Lille qui voulait s'étendre mais ne pouvait pas à cause des remparts, étouffait.
Puisqu'il n'y avait plus d'invasions ils ont décidé de démonter les remparts, mais derrière les remparts il fallait pouvoir repousser l'ennemi donc les terrains étaient en jachère, donc c'est la ville de Lille à la fin des années 1850 qui a donné ce terrain sur lequel on se trouve pour construire la préfecture et l'Hôtel du Conseil Général puisqu'à l'époque il n'y avait pas beaucoup de différence. A la même époque, ils ont indexé cinq quartiers de Lille donc Fives, Wazemmes, Saint-Maurice Pellevoisin, Moulins et Esquermes, donc ces cinq villages ont été indexés à la ville de Lille, ce qui fait que ça donne le Lille actuel sauf que la population s'est multipliée avec le temps.
On a lancé un concours d'architecte en 1863, il n'a pas été remporté puisqu'on attribuait le projet à l'architecte du département qui s'appelait Charles MARTEAU et on a récompensé les deux meilleurs prix. Ici on a posé la première pierre le 15 août 1865, donc elle est sur le côté boulevard de la liberté qui à l'époque s'appelait boulevard de l'Impératrice et dans cette première pierre il y a un coffre en plomb avec le traité de l'époque et quelques pièces d'or à l'effigie de Napoléon III. Si tout à l'heure vous avez l'occasion de passer par la cour, il suffit de lever la tête et vous verrez qu'au niveau des toits il y a l'aigle impérial de Napoléon III.
Les travaux ont continué de 1865 à 1870 et se sont achevés puisqu'il y a eu la guerre. Les hommes sont allés se battre mais le gros œuvre était déjà terminé et le bâtiment est achevé en 1872. On a siégé ici pour la première fois en août 1872. L'hémicycle, par lui-même, tout est d'époque, la verrière a été détruite pendant la première guerre mondiale et remplacée par la verrière qui a été faite en 1920 à Paris et c'est l'une des premières verrières à structure métallique française puisque les anglais savaient déjà le faire mais pas nous en France. Les moquettes sont régulièrement changées, l'informatique qui a fait son apparition avec le temps et les sièges qui ont été changés il y a juste un an et demi puisque jusque-là les sièges étaient d'époque. C'était vraiment des gros sièges en cuir très confortables mais comme il fallait en réparer beaucoup c'était plus approprié de tous les changer plutôt que de les réparer.
Si on part de la verrière et qu'on redescend on voit qu'il y a des armoiries de certaines villes. Il y a déjà les arrondissements, Lille qui a la plus grande place parce que c'est le chef-lieu du département et c'est aussi l'arrondissement de Lille, lui fait face Douai puisque c'est un arrondissement mais aussi l'ancien chef-lieu,.
Sur le côté gauche on peut voir Valenciennes, Avesnes et Cambrai qui sont au sud du département et de l'autre côté Dunkerque qui est complètement au nord. Tout en sachant que Hazebrouck était aussi chef-lieu d'arrondissement jusqu'en 1926, c'est ce qu'on appelait la Flandre intérieure et la Flandre maritime, depuis c'est devenu l'arrondissement de Dunkerque. Hazebrouck, puisque apparemment il y a quelqu'un qui est un peu belge dans la salle, ça veut dire « lièvre des marais » si on regarde le lion des Flandres il tient dans ses pattes un lièvre.
Quant à Dunkerque, il y a le lion des Flandres forcément et il y a aussi une espèce de baleine, en fait ce n'est pas une baleine mais un dauphin, c'est l'hommage qu'ont rendu les bourgeois dunkerquois au fils de Louis XIV qu'on appelait le dauphin du roi, c'était lors d'une visite de Louis XIV à Dunkerque.
Après il y a des villes de filature comme Armentières qui est ici, ou Haubourdin, ce sont des villes très humides et plus il y avait d'humidité plus on arrivait à faire du fil de qualité avec la laine et le coton, qui servait à Roubaix et Tourcoing puisque Roubaix était la ville industrielle à part entière ce qu'on peut voir dans l'armoirie de Roubaix, il y a un métier à tisser, une navette et deux bobines.
A l'heure actuelle on peut toujours visiter les musées avec les métiers à tisser Jacquard. Tourcoing était une ville de draperie où on y fabriquait des draps et l'armoirie de Tourcoing était offerte par la royauté et le sceau de Tourcoing était aussi apposé sur les draps donc quand on voyait les draps arriver avec le sceau de Tourcoing on savait que c'était des draps de qualité puisqu'il y a la marque de qualité qui lui avait été donné qui figurait dessus et c'était des draps qui étaient aussi beaucoup exportés.
Cassel, pourquoi ce petit bout de territoire, à un moment dans son histoire ça a permis de repousser l'ennemi parce que même s'il n'est pas très haut on les voyait arriver et ça permettait de les repousser. Et si un jour vous avez l'occasion de monter en haut du Mont-Cassel vous verrez qu'il y a sept lignes droites, c'est ce qu'on appelle les voies romaines, généralement il y en a un peu partout en France, ce sont les premières voies pavées, qui sont devenues des routes nationales. Pour Cassel il y a sept branches et il y en a sept aussi à Bavay.
Si on redescend encore d'un niveau il y a deux tableaux, ce sont deux personnages très importants, à droite c'est le Baron Louis de Warenghien qui a été le premier président du conseil général, il a siégé à Douai en 1793 et en face c'est un maréchal de Louis XIV, le Maréchal Villars c'est lui qui a remporté la bataille de Denain en 1712.
C'était pendant la guerre de succession d'Espagne où la France a hérité indirectement du trône d'Espagne, on se mariait pour éviter les guerres et hélas ça en a créé une puisque l'Autriche revendiquait au même titre que la France le trône d'Espagne ce qui fait qu'on est rentré en guerre contre Lord Marlborough et Eugène de Savoie parce qu'en France quand on chantait « Marlbrough s'en va-t-en guerre » et bien Marlbrough prenait le territoire français, puisque Lille n'était plus française en 1708. Lui ce qu'il a fait, c'est qu'il a fait croire à l'ennemi qu'on reculait puisqu'on a tellement reculé qu'une fois de plus ce n'était pas choquant, puis il les a contourné, pris à revers et les a obliger à reculer, la guerre de succession d'Espagne s'est terminée quelques mois après et Louis XIV malgré toutes les défaites françaises a pu choisir une ville de Flandre et il a choisi Lille.

Il aurait pu choisir Charleroi ou Tournai, il a choisi Lille, qui est redevenue française, capitale de la Flandre et c'est pour ça que dans les Flandres on a beaucoup de noms à consonance néerlandaise qui sont parfois imprononçables, avec beaucoup de e, de n, de o.

o **E.L.I.Z.** o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com

On a demandé aussi à Louis XIV de démonter les remparts de Dunkerque et Louis XIV après ça lui a offert des appartements à Versailles et cette année on fête d'ailleurs les 300 ans du traité d'Utrecht.
Voilà donc pour l'histoire, sinon le bâtiment a été prévu normalement pour un million de francs d'époque, il en a coûté quatre millions, c'est d'ailleurs pour ça que ce qu'on pensait être du marbre c'est du stuc donc c'est une belle imitation.
Quand vous irez déjeuner vous allez passer par les salons du préfet et la personne qui a fait la décoration au niveau du bâtiment c'est Charles Garnier, il parait qu'il y a beaucoup de similitude avec l'opéra Garnier, c'est une belle partie du bâtiment.

Monsieur ANCEAU : je salue l'arrivée de monsieur SCHEPMAN qui est un des vice-présidents du conseil général du Nord chargé de la politique de l'eau et de l'environnement.

PROJECTION DU FILM du CG 59

Monsieur ANCEAU : Voilà, d'où la nécessité de conserver nos départements, c'est ce que je tenais quand même à vous faire passer. Président tu as la parole.

Monsieur BOLMONT : Mesdames et messieurs bonjour, merci à Jean-Jacques ANCEAU de son accueil.

Je voudrais mon cher Jean-Jacques que tu remercies le président Patrick KANNER également, d'accepter de nous accueillir ici à Lille. Le département du Nord, à mon avis, gagne à être connu, il a sans doute une image qui n'est pas celle qu'il mérite.
Je le mets en parallèle avec la région dont je suis issu : la région Lorraine, ancienne région industrielle qu'on voit toujours un peu gris, un peu triste et bien non. Ce n'est pas la première fois que je viens à Lille et nous venons d'y passer deux jours en week-end en famille, nous avons pu en profiter je ne pourrais donc que vous encourager mesdames et messieurs si vous n'avez pas l'habitude si vous ne connaissez pas le Nord-Pas-de-Calais, revenez y passer des week-ends avec le TGV c'est facile.

En tous cas merci Jean-Jacques, merci au service et toutes nos félicitations pour cette présentation, qui est très intéressante et qui vend bien le département comme le font tous les conseils généraux de tous les départements de France. Je suis d'accord avec toi quand tu dis que nous devons tout faire pour conserver nos départements, pour conserver cette proximité que nous avons, nous les élus, surtout les élus ruraux, ce contact que nous avons avec la population.
Il y a les conseillers généraux des villes, les conseillers généraux des champs et croyez-moi que les conseillers généraux des champs savent de quoi ils parlent lorsqu'ils parlent du conseil général. Nous allons pouvoir travailler mais avant ça je voudrais te remercier, chacun a reçu ce petit souvenir du département du Nord ça nous permettra de ranger nos dossiers et de pouvoir promener l'image du Nord dans chacun de nos départements et comme traditionnellement, à chaque fois tu es très présent à nos conseils d'administration, à nos bureaux, et à chaque fois tu nous vois remettre dans les départements où nous sommes accueillis ce petit présent mais aujourd'hui c'est toi qui l'aura ! Après tu fais ce que tu veux, tu vois avec Patrick KANNER s'il partage, vous vous débrouillerez entre vous, il n'y a pas le genièvre mais la mirabelle, les macarons de Nancy…

Monsieur ANCEAU : merci, je me demande si je vais lui donner quand même ! Voilà un petit bouquin du Nord dédicacé par le Président dont tu auras tout le plaisir de faire la lecture chez toi et de vanter le Nord comme tu sais le faire.

Monsieur BOLMONT : Merci beaucoup. Je vous propose que nous continuions nos travaux. Je voudrais accueillir également un certain nombre de personnalités présentes, monsieur MONTAUD qui représente la DGAL dont je redirai un mot tout à l'heure, monsieur COLLIN qui est vice-président de la fédération des chasseurs, monsieur MARCOTTE qui est président de la fédération des chasseurs, monsieur WARTELLE qui est président de l'association des personnes atteintes d'échinococcose alvéolaire (ASDPCEA) vous allez nous dire exactement ce que c'est.

Monsieur WARTELLE : donc ASDPCEA c'est l'association de soutien et de défense des personnes contaminées par l'échinococcose alvéolaire, c'est une association nationale.

Monsieur BOLMONT : vous savez mieux le dire que moi et vous savez de quoi vous parlez au moins. Monsieur GUILLOTIN qui est directeur du laboratoire du Nord, monsieur FAES directeur du laboratoire de la Meuse, madame MARIEN qui est directrice du laboratoire du Pas-de-Calais, monsieur DAOUD qui directeur du laboratoire d'Ile-de-France, madame BELICHON qui est chef de service de santé animale de la DDPP du Nord et monsieur UMHANG représentant l'ANSES Nancy et qui représente la directrice, madame Elodie MONCHATRE. Soyez les bienvenus.

o **E.L.I.Z.** o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com

Je vais vous donner un certain nombre d'informations que j'ai pour habitude de vous donner en fin de séance, mais vous savez qu'en fin de séance on déborde toujours un peu sur le temps qui nous est imparti, nous avons tous hâte de quitter la séance pour retourner dans nos départements ou nous avons très soif et très faim donc on n'écoute plus trop ce que dit le président à la fin.

Alors la partie financière sera présentée par Alain DROUET qui est à mes côtés, en l'absence de notre collègue Pierre POILLOT qui est trésorier de notre entente et qui est absent actuellement, j'espère que nous le reverrons très prochainement. Je voudrais vous dire également, je vous avais parlé lors des deux précédents conseils d'administration d'une convention pour l'occupation des locaux, une participation aux frais de fonctionnement des locaux que nous occupons à Malzéville avec l'ANSES, nous sommes tombés d'accord sur le fait de la signer.

Nous avions un certain nombre de craintes sur les subventions que nous verse le ministère de l'agriculture, la DGAL, nous avons, donc après moult interventions à tous les niveaux, touché cette subvention 2012 en janvier 2013 mais nous l'avons touchée.

Merci car je sais que vous n'y êtes pas pour rien, je vous demanderai monsieur MONTAUT de continuer à nous soutenir parce que je sais que vous êtes à nos côtés, c'est vrai que ce n'est pas simple. Ce n'est pas simple pour nos budgets, nous le verrons, nous sommes maintenant obligés de prévoir dans notre budget, quatre à cinq mois de fond de roulement en début d'année pour pouvoir fonctionner, payer les salaires, vous savez comment ça fonctionne mais c'est de plus en plus difficile chez nous comme partout ailleurs bien sûr. Et il a été convenu également avec la DGAL que, pour éviter ce genre de problème, nous passerions une convention sur cinq années, donc cette convention est en cours de discussion, nous sommes dans les premiers échanges c'est tout récent, ce qui sera beaucoup plus simple en ce qui me concerne pour la partie gestion et financière pour pouvoir avoir un peu plus de lisibilité, savoir où nous irons dans les prochaines années, plus facile également pour Benoît et son équipe pour fonctionner. J'espère que nous aboutirons assez rapidement sur cette convention mais il y a bonne volonté de la part des deux équipes donc je ne doute pas que nous y arrivions très rapidement. Voilà mesdames et messieurs les quelques informations que j'avais à vous donner.

Monsieur MONTAUT : on a beaucoup échangé avec Benoit COMBES sur la convention donc c'est une convention de cadre de cinq ans avec un financement, normalement parce que tant que ce n'est pas signé, de 300 000€ sur cinq ans, donc la convention a été renvoyée au bureau du budget chez nous et j'attends le retour pour la faire signer par le directeur général.

Monsieur BOLMONT : merci monsieur MONTAUT. Je vous propose de passer au premier point de notre ordre du jour, l'approbation du compte-rendu du conseil d'administration du 24 octobre dernier qui avait lieu à Strasbourg et je voudrais encore remercier Jean-Michel FETSCH de nous avoir accueillis dans le département du Bas-Rhin dans d'excellentes conditions. Donc concernant ce compte-rendu je n'ai pas eu d'observation, ni par courrier, ni verbalement ici ce matin, y en a-t-il en séance ? Donc je peux le soumettre au vote. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Il est donc approuvé en l'état, je vous remercie.

LE COMPTE-RENDU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 OCTOBRE 2012 A STRASBOURG EST ADOPTE A L'UNANIMITE

Nous passons maintenant à la partie financière, la présentation du compte administratif va nous être faite par Alain DROUET, si vous avez des questions nous nous ferons le plaisir de vous répondre.

Monsieur DROUET : merci monsieur le président, je salue ceux que je n'ai pas croisé dans le couloir, je suis Alain DROUET conseiller général du département du Loiret. Vous avez sous les yeux tous les documents du compte administratif et du budget, je vais essayer d'aussi bien rapporter que monsieur POILLOT qui n'est pas là et je demanderai votre indulgence s'il y a quelques petites failles dans mon élocution.
Vous avez en première page le compte de résultat pour l'année 2012 en résultats cumulés en fonctionnement qui s'élèvent à 163 131,14€ et en investissement à 40 770,69€.

RESULTAT ANNEE 2012						
	Résultats cumulés 11	Affectation	Dépenses 2012	Recettes 2012	Résultats exercice 2012	Résultats cumulés 2012
Fonctionnement	137 436.52 €	-5 536.47 €	310 541.57 €	341 772.66 €	31 231.09 €	163 131.14 €
Investissement	-5 536.47 €	0.00 €	2 303.30 €	48 610.46 €	46 307.16 €	40 770.69 €
TOTAUX	131 900.05 €	-5 536.47 €	312 844.87 €	390 383.12 €	77 538.25 €	203 901.83 €

o **E.L.I.Z.** o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com

Sur la page suivante nous avons dans le compte administratif 2012, le fonctionnement en recette : Vous avez le report de l'excédent antérieur qui s'élève à 163 131,14€.

Ensuite il y a toute une liste de participations au programme leptospirose que je ne vais pas détailler par ligne, si vous avez des questions comme l'a dit monsieur le président vous les poserez. Les participations au programme leptospirose s'élèvent au compte administratif 2012 à 42 300€.

Le total des dotations de participation s'élève à 306 337,60€, les autres produits de gestion courante à 3 410,67€, les produits financiers à 1 706,25€ et le produit exceptionnel à 29 749€ soit un total de recettes de fonctionnement de 341 772,66€.

FONCTIONNEMENT RECETTES				
LIBELLE		BP + DM 2012	CA 2012	PROPOSITION DE BP 2013
002	Excédent antérieur reporté de fonctionnement	131 900.05 €	- €	163 131.14 €
TOTAL	**EXCEDT ANTER. REPORT. DE FONCT.**	**131 900.05 €**	**- €**	**163 131.14 €**
776	Dif. Réal. Reprise au résultat	- €	569.14 €	
TOTAL	**OPERATIONS D'ORDRE ENTRE SECTION**	**- €**	**569.14 €**	
74718	Etat DGS + DGAL	60 000.00 €	60 000.00 €	60 000.00 €
74781	Participation des départements	203 300.00 €	204 037.60 €	209 250.00 €
747818	Adhésions Nouvelles	13 600.00 €	- €	10 000.00 €
7488	participations PROGRAMME LEPTO	- €	42 300.00 €	106 150.00 €
TOTAL	**DOTATIONS ET PARTICIPATIONS**	**276 900.00 €**	**306 337.60 €**	**385 400.00 €**
758	Prod. Divers de gestion courante	7 600.00 €	3 410.67 €	5 000.00 €
TOTAL	**AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE**	**7 600.00 €**	**3 410.67 €**	**5 000.00 €**
762	Prod. Immobilisations financières	1 800.00 €	1 706.25 €	- €
TOTAL	**PRODUITS FINANCIERS**	**1 800.00 €**	**1 706.25 €**	**- €**
768	Prod.exceptionnels	2 300.00 €	- €	- €
775	Produits des cessions d'immob.	- €	29 749.00 €	
TOTAL	**PRODUITS EXCEPTIONNELS**	**2 300.00 €**	**29 749.00 €**	**- €**
TOTAL	**RECETTES FONCTIONNEMENT**	**420 500.05 €**	**341 772.66 €**	**553 531.14 €**

Il avait été prévu au budget primitif 420 500€. En fonctionnement dépenses, fournitures au programme leptospirose 533,41€, et total des charges à caractère général s'élève à 49 920,89€.
S'il faut revenir sur les numéros de compte, vous nous en faites part, et nous pourrons vous donner quelques informations.
Dans la deuxième partie, fonctionnement de dépenses, les autres charges de gestion courante s'élèvent à 13 346,84€ et l'opération d'ordre de transfert entre sections est de 39 653,73€ ce qui nous donne un total de dépenses de fonctionnement de 310 541,57€ et il était prévu pour le budget 2012 420 500,05€.
Après nous passons à l'investissement recette donc les opérations d'ordre entre sections 9 335,59€, la dotation fonds divers réserve : 8 956,73€ et le total opérations d'ordre de 30 318,14€, ce qui nous fait un total de recettes investissement de 48 610,46€, nous avions prévu 49 174,61€. En investissement dépenses, les opérations d'ordre entre sections de 569,14€, les immobilisations corporelles de 1 734,16€, ce qui nous fait un total de dépenses investissement de 2 303,30€.

FONCTIONNEMENT DEPENSES 1ere partie				
LIBELLE		BP + DM 2012	CA 2012	PROPOSITION DE BP 2013
60622	Carburants	9 000.00 €	6 959.69 €	7 000.00 €
60628	Autres fournitures non stockées	3 100.00 €	- €	3 000.00 €
60632	Fr. de petit équipement	1 000.00 €	256.80 €	1 000.00 €
606321	Fournitures PROGRAMME LEPTO	- €	533.41 €	35 520.00 €
60636	Vêtements de travail	2 000.00 €	1 798.59 €	2 000.00 €
6064	fournitures administrat.	1 700.00 €	632.08 €	1 300.00 €
6068	Autres matières et fournitures	- €	678.90 €	- €
612	Loyer ANSES	- €	- €	2 500.00 €
61551	Entretien Matériel Roulant	4 500.00 €	3 599.67 €	4 000.00 €
616	Primes d'assurances	8 600.00 €	7 242.90 €	8 000.00 €
618	Divers	4 000.00 €	4 239.60 €	4 500.00 €
6188	Autres frais divers	4 577.60 €	- €	4 000.00 €
622	Prest. Services	5 400.00 €	3 575.12 €	5 400.00 €
6221	PRESTATIONS PROGRAMME LEPTO	- €	- €	112 930.00 €
623	Pub. Publications, relat. Publiques	7 800.00 €	5 096.82 €	6 500.00 €
625	Déplacemts. Missions	16 000.00 €	11 758.92 €	18 000.00 €
626	Frais postaux et telecom.	6 100.00 €	3 548.39 €	6 000.00 €
6288	Indemnités stagiaires	600.00 €	- €	600.00 €
TOTAL	**CHARGES A CARACTERE GENERAL**	**74 377.60 €**	**49 920.89 €**	**222 250.00 €**

o E.L.I.Z. o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com

FONCTIONNEMENT DEPENSES 2ieme partie				
LIBELLE		BP + DM 2012	CA 2012	PROPOSITION DE BP 2013
633	Impots taxes et versements ass.	3 400.00 €	2 947.00 €	3 200.00 €
6413	Personnel non titulaire + cons tech	146 500.00 €	143 650.11 €	145 000.00 €
6450	Charges SS et prévoyance	61 000.00 €	61 023.00 €	62 000.00 €
TOTAL	**CHARGES DE PERSONNEL**	**210 900.00 €**	**207 620.11 €**	**210 200.00 €**
023	Virement section d'investissement	- €	- €	- €
TOTAL	**VIREMENT / SECT. INVESTISSEMENT**	**- €**	**- €**	**- €**
6531	Indemnités Président	8 100.00 €	7 836.32 €	8 500.00 €
6533	Cotisations retraite Président	1 000.00 €	882.00 €	1 100.00 €
658	Charges diverses de gestion courante	4 300.00 €	4 628.52 €	2 000.00 €
TOTAL	**AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE**	**13 400.00 €**	**13 346.84 €**	**11 600.00 €**
668	Autres charges financières	- €	- €	- €
TOTAL	**CHARGES FINANCIERES**			
6718	Autres charges exceptionnelles	111 922.45 €	- €	100 301.14 €
TOTAL	**CHARGES EXCEPTIONNELLES**	**111 922.45 €**	**- €**	**100 301.14 €**
675	Valeur comptable immob.cédées	- €	30 318.14 €	
6811	dotation aux amortissements	9 900.00 €	9 335.59 €	9 180.00 €
042	**opérations d'ordre de transfert entre sections**	**9 900.00 €**	**39 653.73 €**	**9 180.00 €**
TOTAL	**DEPENSES FONCTIONNEMENT**	**420 500.05 €**	**310 541.57 €**	**553 531.14 €**

INVESTISSEMENT RECETTES				
LIBELLE		BP + DM 2012	CA 2012	PROPOSITION DE BP 2013
024	Produits des cessions	- €	- €	- €
001	Solde d'éxécution d'investissement reporté			40 770.69 €
TOTAL	**Produits des cessions**	**- €**	**- €**	**40 770.69 €**
281	Amort. des immo. Corporelles	9 900.00 €	- €	
28182	Matériel de transport	- €	7 820.50 €	7 830.00 €
28183	Matériel de bureau informatique	- €	1 515.09 €	1 350.00 €
TOTAL	**OPERATIONS D'ORDRE ENTRE SECTION**	**9 900.00 €**	**9 335.59 €**	**9 180.00 €**
10222	FCTVA	3 420.00 €	3 420.26 €	270.00 €
1068	Excédents de fonctionnement	5 536.47 €	5 536.47 €	
TOTAL	**DOTATIONS FONDS DIVERS RESERVES**	**8 956.47 €**	**8 956.73 €**	**270.00 €**
272	Cess. Tit. Imm. Os-dr créances	30 318.14 €	30 318.14 €	- €
TOTAL	**TOTAL OPERATIONS D'ORDRE**	**30 318.14 €**	**30 318.14 €**	**- €**
TOTAL	**RECETTES INVESTISSEMENT**	**49 174.61 €**	**48 610.46 €**	**50 220.69 €**

INVESTISSEMENT DEPENSES				
LIBELLE		BP + DM 2012	CA 2012	PROPOSITION DE BP 2013
001	Solde d'éxécution d'investissement reporté	5 536.47 €	- €	- €
TOTAL	**SOLDE D'EXECU. D'INVEST. REPORTE**	**5 536.47 €**	**- €**	**- €**
192	+ / - values cession d'immobilisations	- €	569.14 €	
TOTAL	**OPERATIONS D'ORDRE ENTRE SECTION**	**- €**	**569.14 €**	
2182	Matériel de Transport	- €	- €	15 220.69 €
2183	Matériel de bureau informatique	6 500.00 €	1 734.16 €	5 000.00 €
2188	Autres immobilisations corporelles	7 134.18 €	- €	
TOTAL	**IMMOBILISATIONS CORPORELLES**	**13 634.18 €**	**1 734.16 €**	**20 220.69 €**
272	Titres immo. - dr. De créances	30 000.00 €	- €	30 000.00 €
275	Cautionnements	- €	- €	- €
TOTAL	**IMMOBILISATIONS FINANCIERES**	**30 000.00 €**	**- €**	**30 000.00 €**
TOTAL	**DEPENSES INVESTISSEMENT**	**49 170.65 €**	**2 303.30 €**	**50 220.69 €**

Voilà ce que je peux vous dire pour le moment, donc si vous avez des questions sur certaines lignes budgétaires, le président ou Benoit COMBES pourront vous apporter des informations. Merci.

Monsieur BOLMONT : merci Alain, monsieur MONTAUT a demandé la parole.

o **E.L.I.Z.** o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com

Monsieur MONTAUT : juste une remarque sur la ligne « participation de l'Etat » page 3, je ne pense pas que la Direction Générale de la Santé (DGS) participe au financement de l'ELIZ.

Monsieur COMBES : effectivement la direction générale de la santé ne participe pas.

Monsieur BOLMONT : d'autres interventions ? Oui notre collègue du Pas-de-Calais.

Monsieur LUBRET : je suis surpris que la DGS ne participe pas au fonctionnement parce qu'avec l'importance de la leptospirose et les problèmes de contamination humaine et de soins des malades, un peu de prévention limiterait peut-être des frais de soins.

Monsieur BOLMONT : c'est vrai on l'a déjà évoqué, dès qu'on s'adresse au Ministère de la Santé, ils disent « ce n'est pas nous, c'est le Ministère de l'Agriculture » et le Ministère de l'Agriculture voudrait bien que le Ministère de la Santé paie un peu.
C'est vrai que ce serait cohérent, ce serait logique mais il y a déjà eu un certain nombre de tentatives de rapprochement du Ministère de la Santé et lorsqu'on nous parle budget de la sécurité sociale, ils n'ont même pas 10 000€ à mettre. Mais il est bien de le rappeler parce que les choses changent, les hommes changent, on peut essayer de les faire changer un peu et je me permettrai en votre nom et suite à cette interpellation d'interpeller la Ministre de la Santé avec un courrier et on verra la réponse, qui ne tente rien n'a rien, merci.

Monsieur LUBRET : il en est de même pour l'échinococcose, la prévention éviterait des soins lourds et onéreux.

Monsieur BOLMONT : En rappelant ce que ça coûte, Benoit COMBES nous l'a déjà dit, monsieur WARTELLE pourrait nous le dire aussi, lorsqu'il y a une personne malade c'est environ 108 000€ en moyenne pour un traitement, s'il y avait du traitement en amont ça éviterait sans doute un certain nombre de dépenses.

Alors il faut voter en deux fois, d'abord voter le compte administratif où je laisserai la présidence à mon collègue, je vais me retirer le temps que vous puissiez voter et puis nous voterons après le budget 2013 bien entendu. Je vous laisse éventuellement re-débattre en mon absence sur le compte administratif, vous en avez parfaitement le droit et vous me ferez signe.

Monsieur ANCEAU : donc je prends la présidence pas très longtemps, je crois que Alain DROUET nous a présenté le compte administratif, donc est-ce qu'il y a des questions en l'absence du président ?

Monsieur COMBES : monsieur ANCEAU si vous me le permettez j'apporterai juste un petit détail par rapport au programme leptospirose, vous avez vu que nous n'avons aucune dépense qui a été faite au compte administratif 2012 alors que nous avons eu des recettes, ces recettes nous les avons eues tardivement sur l'année 2012 et nous n'avons pas consacré de dépenses particulières si ce n'est l'achat d'un peu de matériel pendant l'année 2012, l'opération leptospirose a réellement commencé en 2013, huit départements se sont engagés pour faire le travail en 2012 et 2013, ça a commencé effectivement à l'automne mais l'ensemble du règlement de tout cette opération sera fait sur l'exercice 2013 et 2014.

Monsieur ANCEAU : merci monsieur COMBES. Est-ce qu'il y a d'autre mise au point à faire sur ce compte administratif ? Donc je soumets aux voix, qui est contre ? Apparemment il n'y a pas d'opposition ni d'abstention.
Cher président, après un long débat je me permets de vous annoncer que le compte administratif vient d'être approuvé à l'unanimité pour cette gestion saine.

LE COMPTE ADMINISTRATIF 2012 EST ADOPTE A L'UNANIMITE

Monsieur BOLMONT : merci de votre confiance, je remercie également toute l'équipe administrative qui suit ce budget, la confiance que vous nous faites au quotidien. Nous pouvons passer au budget primitif 2013 s'il n'y a plus de question, Alain je te redonne la parole.

Monsieur DROUET : Les propositions du budget primitif 2013, en fonctionnement recettes vous avez le report antérieur de 163 131,14€, les participations au programme leptospirose qui s'élèvent à 106 150€, les dotations et participations s'élèvent à 385 400€, les autres produits de gestion courante 5 000€ et le total des recettes de fonctionnement 553 531,14€.

Ensuite la page 4, les fournitures au programme leptospirose sont proposées à 35 520€, les prestations au programme leptospirose à 112 930€ et les charges à caractère général sont proposées à 222 250€. A la page 5, le fonctionnement dépenses, les autres charges de gestion courante sont proposées à 11 600€, les charges exceptionnelles à 100 301,14€ et l'opération d'ordre de transfert entre sections de 9 180€.

o **E.L.I.Z.** o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com

Donc un total de dépenses de fonctionnement proposé à 553 531,14€. En investissement recettes à la page 6, les produits des sessions, c'est le solde d'exécution d'investissement reporté 40 770,69€, les opérations d'ordre entre sections à 9 180€, la dotation en fonds divers 270€, ce qui nous fait un total proposé de recettes d'investissement de 50 220,69€. A la page 7, nous trouvons les immobilisations corporelles qui s'élèvent à 20 220,69€ et les immobilisations financières s'élèvent à 30 000€, donc ce sont des titres immobiliers et le total des dépenses d'investissements s'élèverait à 50 220,69€.

Donc si vous avez dans les lignes budgétaires des demandes de renseignement, nous sommes là pour apporter les réponses. Merci de votre attention.

Monsieur BOLMONT : merci Alain. Avez-vous des questions ? Monsieur DAVID.

Monsieur DAVID : je me félicite que la participation des départements ne bouge pas ou quasiment pas puisque s'il y a une variation elle est peut-être d'ordre démographique. Je voulais simplement demander pourquoi les charges diverses de gestion courante au 658 qui étaient de 4 628€ au CA passent à 2 000€, je ne me rappelle pas pourquoi on les a baissées.

Monsieur COMBES : ce sont les dépenses qui datent des années précédentes, ce sont certains laboratoires qui finissent le programme échinococcose donc nous avons des recettes qui sont arrivées et tout n'a pas encore été terminé dans les analyses, il nous reste quelques analyses à payer aux laboratoires et à partir de là on le budgète puisque ça ne rentre pas directement dans notre fonctionnement et du coup comme cette année on en a beaucoup moins on a diminué le budget.

Monsieur BOLMONT : merci, d'autres interventions ?

Monsieur FONDRAZ : je ne vois pas la ligne où les salaires sont représentés.

Monsieur BOLMONT : on ne les paie pas cette année ! Je cherchais à faire des économies !

Monsieur FONDRAZ : ce n'est pas les 100 000€ dans les charges exceptionnelles ?

Monsieur COMBES : non les charges exceptionnelles, c'est la part du résultat qui ne sera pas affectée et qui nous sert de fond de roulement pour l'année suivante. Par contre je vous rassure le personnel est payé quand même et là je suis un peu interpellé par ça parce que j'ai fait vérifier encore hier matin par la paierie. Je ne comprends pas où sont partis les dépenses de salaires.

Monsieur FONDRAZ : mais il est vrai que l'addition qui figure est juste.

Monsieur ANCEAU : il manque les postes 633, 6413 et 6450 pour 210 200€, on les avait lors de la réunion de bureau.

Monsieur BOLMONT : il y a eu à un moment des lignes qui ont sauté puisqu'effectivement on vient de vérifier avec Jean-Jacques qui avait encore avec lui les documents de la réunion de bureau, ils y sont bien mais je vous rassure le budget reste le même et restera sincère, les personnels seront payés.
Ce que je vous propose c'est que dans les prochains jours, nous allons vous adresser le document rectifié de façon à ce que vous puissiez conserver dans vos archives le bon document. Mais le total est bon, l'équilibre est bon, ce sont trois lignes qui ont disparu. Est-ce que ma proposition vous convient ou souhaitez-vous qu'on annule ce budget pour aujourd'hui, que nous revenions dans une huitaine de jours… vous en avez le droit.
Je vous remercie de votre confiance. Il ne faudra pas oublier de faire parvenir à chaque membre le bon document avec un petit mot d'excuses signé de ma main puisque j'aurai dû le voir et je vous demande d'ailleurs de bien vouloir m'en excuser.

Avez-vous d'autres interventions ? Alain DROUET qui est un vieux routier de la politique dit que c'était pour voir si tout le monde suivait ! Et il y en a quelques-uns qui ont bien suivi ! Est-ce que je peux soumettre aux votes malgré ce petit incident ? Y a-t-il des oppositions? Des abstentions ? Le budget est donc adopté en l'état avec la petite réserve que j'ai émise il y a un instant, je vous remercie mes chers collègues de votre confiance, merci à Alain DROUET et à toute l'équipe pour cette préparation, et encore toutes mes excuses pour ce petit loupé.

LE BUDGET PRIMITIF 2013 EST ADOPTE A L'UNANIMITE

Pour l'affectation des résultats, pour la section de fonctionnement comme l'a annoncé tout à l'heure Alain, de 163 131,14€ et pour la section d'investissement de 40 770,69€ que je vous demande de bien vouloir accepter et de voter. Il n'y a pas d'opposition ? Ni d'abstention ? Je vous remercie.

L'AFFECTATION DES RESULTATS DE L'EXERCICE 2012 EST ADOPTE A L'UNANIMITE

o **E.L.I.Z.** o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com

Avant de passer à la partie technique je voudrais vous rappeler, vous avez tous reçu en début d'année un courrier que je vous ai adressé au moment où je vous présentais mes vœux mais vous en recevez tellement à ce moment-là je suppose que ça a été mis sous le coude en disant je reverrai ça plus tard.

Vous savez qu'au précédent conseil d'administration à Strasbourg, nous avions évoqué la possibilité de fêter les quarante ans de l'Entente qui ont lieu cette année, au Sénat. Après plusieurs démarches auprès du Sénat et de son président, il s'avère que le Sénat était tout à fait d'accord pour nous accueillir mais nous louer les salles et faisait venir pour le repas un traiteur de l'extérieur qui était à nos frais. Après les renseignements pris, ça nous aurait coûté, par rapport au budget modeste et aux économies que nous avons à faire, très cher.
Je me suis donc permis de renoncer à cette démarche auprès du sénat, nous ne fêterons pas nos quarante ans au sénat.
Mais en ayant réfléchi on s'est rendu compte qu'il y a un département qui est excusé aujourd'hui mais qui était tout au début de la création de l'Entente qui est le département de la Moselle, j'ai donc pris contact avec le président du département de la Moselle qui accepte bien volontiers de nous recevoir au mois d'octobre, nous n'avons pas encore la date on va voir rapidement avec eux parce qu'il y a beaucoup de sessions au mois d'octobre et nous vous la communiquerons dès que nous l'aurons et l'ordre du jour suivra par la suite. Je suis désolé, je pensais que ce serait beaucoup plus facile au sénat, il y avait sans doute plus de facilités il y a quelques années… Nous serons en Moselle chez un des pionniers de l'Entente.

Nous pouvons passer à la partie technique sachant que nous avons convenu avec le président que nous serions au déjeuner pour 12h30. Alors pour ne pas perdre de temps monsieur le directeur vous avez la parole.

Monsieur COMBES : monsieur le président, mesdames, messieurs, merci, je vais être très rapide, simplement vous détailler un peu le pourquoi de cet ordre du jour en termes de présentations techniques.
D'abord sur l'échinococcose alvéolaire nous avons un peu diminué notre activité ; actuellement, nous sommes en train de monter un très gros programme que je vous ai présenté il y a quelques temps déjà, concernant la prévention justement vis-à-vis de l'échinococcose alvéolaire. Celui-ci va concerner deux départements dont on a pu établir une situation identique en termes de prévalence et de situation chez les renards. Sauf que dans le département de Haute-Saône comparé à celui de la Moselle, il y a beaucoup plus de cas humains et nous aimerions pouvoir vérifier si l'effet de la prévention avec une quantité d'informations importante à faire passer aux populations haut-saônoises pourrait impacter le nombre de personnes atteintes d'échinococcose alvéolaire dans ce département. Le département de la Moselle nous servant de témoin subissant les mêmes évaluations en termes de critères mais n'ayant pas le programme d'information massive que nous souhaitons développer en Haute-Saône. C'est un programme qui a retenu déjà l'aval et l'accord financier de la région Lorraine et du département de Moselle, en Franche-Comté on a un peu de mal à les convaincre parce qu'ils ont peur que ces campagnes massives d'information sur l'échinococcose alvéolaire et sur la prévention soient préjudiciables à l'image du département. Je trouve que c'est un peu dommage mais nous espérons bien arriver à les convaincre sur ce programme-là dont on vous reparlera dans quelques mois.

Ensuite nous avons bien sûr un programme sur la leptospirose qui va être bien détaillé aujourd'hui et pour en terminer sur l'échinococcose alvéolaire nous aurons une petite présentation faite par Gérald UMHANG qui travaille à l'ANSES Nancy, sur les aspects filiation génétique. Vous vous souvenez de la carte qui montre une grande extension de la présence du parasite sur des territoires où on ne la connaissait pas du tout et Gérald UMHANG va vous montrer quelques aspects d'analyses génétiques qui permettent de définir des filiations entre les différents ténias qui ont été trouvés dans les renards d'un certain nombre de départements.

Avant de vous parler du programme sur la leptospirose j'aimerais revenir sur un aspect qui a été abordé ce matin très rapidement, sur le rôle et l'intervention de l'Etat.

Nous avons pu confirmer cette intervention de l'Etat mais je voudrais quand même rappeler une chose, puisque la question a souvent été posée si c'était la compétence des départements ou si c'était uniquement la compétence de l'Etat, nous travaillons sur les zoonoses transmises par la faune sauvage, qui est vraiment la partie du patrimoine vivante de chaque département et c'est donc bien de la compétence des départements de veiller sur la situation sanitaire de la faune sauvage étant donné que les populations animales sont assez riches dans nos territoires.
Malgré tout, dans les départements nous avons la mission, la compétence d'évaluer nos milieux naturels, nos richesses et de les mettre en valeur, mais les mettre en valeur c'est aussi savoir exactement quelles réalités cela comporte et plus nos territoires sont riches, et c'est ce qui est merveilleux, plus les départements ont peut-être la responsabilité aussi de savoir que cette richesse entraine quelques inconvénients qu'il est bon de définir.
Et donc j'aime insister et je remercie tous les départements qui sont présents, dont la plupart participe au programme sur la leptospirose. Je crois qu'on est quand même réellement dans une compétence des départements.

Voilà je vais laisser la parole à Gérald UMHANG. Après nous allons insister un peu sur le programme sur la leptospirose dont nous avons déjà beaucoup débattu, vous allez voir qu'on a déjà considérablement avancé et qu'on bénéficie d'un réseau d'acteurs grâce à cette structure unique qui est en France, celle des départements et on a déjà la capacité de faire un travail totalement exceptionnel. On aimerait qu'il soit aussi totalement exceptionnel avec une augmentation du nombre de départements adhérents.

o **E.L.I.Z.** o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com

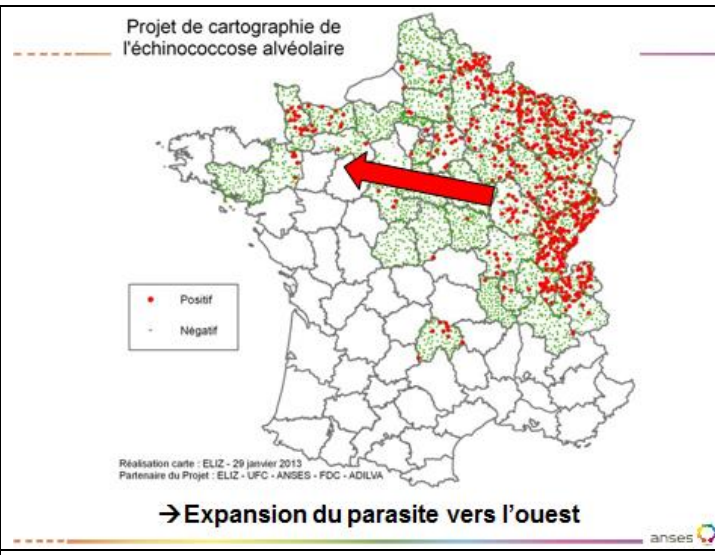
Nous avons actuellement 24 départements qui ont déjà accepté de financer ce programme, je remercie tous ceux qui l'ont soutenu, je sais que les finances des départements ce n'est pas toujours évident, le choix d'entreprendre ce genre d'investigation sort un peu de l'ordinaire, il faut bien l'admettre, et donc c'est un programme qui est vraiment important.
J'espère que d'autres départements nous rejoindront en cours d'année et vous avez pu le voir dans le budget, c'était une demande de monsieur DUVAL, de savoir comment on allait individualiser dans nos coûts tout ce qui concerne ce programme sur la leptospirose dont on va vous donner les détails après : Nous avons essayé de séparer en quelques lignes comptables l'essentiel de ce programme qui augmente notre budget forcément mais vous le voyez grâce à ces lignes, il n'y aura qu'un lien direct et unique entre l'affectation des recettes venant des départements et des dépenses consacrées uniquement au programme sur la leptospirose dans notre budget.
Nous voulons insister aussi aujourd'hui sur les aspects techniques, sur l'organisation de notre réseau de fonctionnement parce que c'est celui-là qui fait qu'on est envié au niveau de toute l'Europe quand on lance des investigations et qui fait de nous un opérateur totalement unique par l'importance de ces investigations qu'il peut mener. C'est ce réseau en partenariat vraiment très étroit avec les fédérations départementales des chasseurs et avec les laboratoires vétérinaires départementaux, auquel on peut ajouter aussi un certain nombre d'acteurs qui interviennent un peu plus rarement comme les fédérations de défense contre les organismes nuisibles, les groupements de défense sanitaire, etc.
Mais un réel partenariat vraiment très actif existe entre les fédérations des chasseurs et les laboratoires vétérinaires et l'Entente et c'est ça que je voudrais que nous mettions en avant aujourd'hui dans notre programme. C'est pour ça que nous aurons des présentations faites par la fédération départementale des chasseurs du Nord et par le laboratoire vétérinaire sur leurs actions, leur intérêt dans chaque département et surtout comment les compétences de chacun se sont imbriquées dans nos programmes pour faire un vrai travail de partenariat colossal.
Nous terminerons par les résultats que nous avons déjà sur le programme sur la leptospirose et là vous verrez qu'on a déjà bien avancé, on a déjà un échantillonnage formidable et je vous laisse découvrir tout ça maintenant en laissant la parole à Gérald UMHANG. Merci.

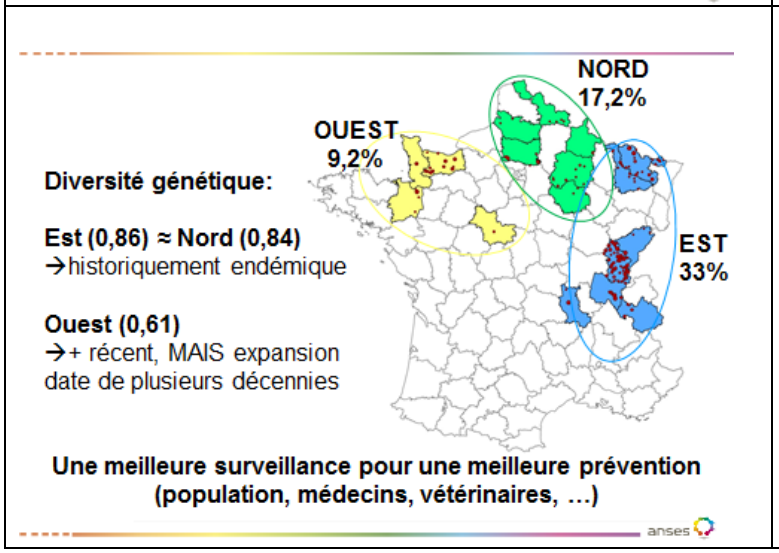
Monsieur UMHANG : *(Le diaporama correspondant est situé à la fin de l'exposé).* Bonjour, je vais vous faire une présentation assez concise de l'expansion d'*echinococcus multilocularis* en France suite au projet de cartographie qui a été mené dans tous vos départements.
Le LNR (laboratoire national de référence) échinocoques de l'ANSES à Nancy a utilisé en fait ce projet. une fois qu'on a montré cette expansion pour pouvoir vraiment la comprendre. On retrouve la carte où on voit tous les renards qui avaient été trouvés contaminés dans toute la France. L'Est était historiquement endémique depuis très longtemps on le connaissait, c'est parti un peu plus vers le Nord et vers l'Ouest qui sont des départements déclarés nouvellement endémiques pour ce parasite.
Grâce aux renards qui ont été tirés par les chasseurs, ensuite analysés par les laboratoires vétérinaires départementaux, on a pu récupérer les vers de ces renards au LNR pour confirmer que c'était bien le parasite et on a pu les utiliser pour faire une analyse génétique un peu plus fine que juste l'espèce, et comprendre comment ça s'est dispersé.
Des études ont été faites déjà au niveau européen pour comprendre ce phénomène et on s'est basé là-dessus.
Nous avons échantillonné trois zones où on a récupéré des renards, à l'Est zone historiquement endémique, au Nord nouvellement endémique, à l'Ouest.
On voit que les prévalences renard sont décroissantes de l'Est vers l'Ouest, on part de 33% pour arriver jusqu'à 9% environ de prévalence au niveau renard. Ces vers ont été utilisés pour voir la diversité génétique qu'il y avait dedans. Déjà, on s'est aperçu que des formes du parasite présentes à l'Est étaient retrouvées au Nord et à l'Ouest, ce qui montrait bien que ces départements du Nord et de l'Ouest ont reçu le parasite par les départements de l'Est. C'est par le déplacement de renards en renards que le parasite a migré jusque-là.
Ça montrait vraiment qu'il s'agissait d'une expansion et que le parasite n'était pas partout présent d'un seul coup, mais vraiment progressivement.
Et en allant voir un peu plus au niveau de la diversité génétique grâce à un calcul qui peut être fait, on a vu que la diversité génétique à l'est était de 0,86 c'est un ratio sur 1, au Nord à peu près pareil de 0,84. Ça veut dire que les départements du Nord sont à priori quand même depuis assez longtemps endémiques, quasiment une période similaire à celle de l'Est alors qu'on pensait qu'ils étaient vraiment nouvellement endémiques car très récemment découverts.
Par contre les départements de l'Ouest, on voit que la diversité génétique est plus faible, on a environ 0,60 donc c'est quelque chose qui est plus récent mais même si on a découvert ces dernières années les renards positifs, c'est quand même quelque chose de plus vieux. Ça veut dire qu'à priori ça fait certainement plusieurs décennies que le parasite pouvait être présent, certainement à des prévalences très faibles mais il devait être présent déjà depuis plusieurs décennies.
On estime la progression du parasite à 3km par an, Comme à priori l'Ouest a été alimenté principalement par l'Est, jusqu'à la pointe de l'Ouest, on imagine qu'à 3km par an, il a fallu de nombreuses années pour que ça arrive jusque-là et donc même si on le découvre que maintenant il est présent depuis longtemps. Tout ça pour dire qu'en fait, en faisant très court, cette surveillance qui a été faite va permettre une meilleure prévention parce que le parasite est présent depuis longtemps mais rien n'était fait, les vétérinaires, les médecins, la population n'étaient pas informés de la présence de ce parasite, des risques que ça pouvait entrainer. On sait bien que l'un des meilleurs atouts pour contrer l'échinococcose c'est vraiment la prévention et par absence de données on pensait que la parasite était absent et on ne faisait rien du tout.

o **E.L.I.Z.** o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com

C'est vraiment très important de pouvoir déceler la présence de ce parasite et montrer que derrière, il y a des mesures de prévention à mettre en œuvre. Dans certains départements, si on revient sur la diapo précédente, on n'a pas d'information notamment à l'Ouest, qui serait vraiment intéressant de savoir si le parasite est présent parce qu'aux vues de ces données il y a de grandes chances qu'on en retrouve dans les départements limitrophes vu le nombre d'années où il est déjà présent, il est certainement plus disséminé que sur la carte qu'on a à l'heure actuelle.

Voilà c'était juste pour donner un petit point rapide pour montrer que c'est important la prévention et comprendre que si ça s'est fait progressivement d'Est en Ouest, c'est quand même quelque chose de relativement très ancien en France même si c'était resté à bas bruit, avec l'augmentation des populations de renards, les prévalences vulpines ont aussi augmenté pour le parasite. On avait quelque chose qui était là depuis longtemps mais dont on ne se préoccupait pas et on laissait sans rien faire. Voilà c'était juste pour vous faire ce petit topo pour comprendre que ce n'est pas quelque chose qui est forcément tout neuf même si on ne l'a découvert que récemment.





Monsieur BOLMONT : merci monsieur UMHANG, y a-t-il des questions ou des compléments d'information ? Oui monsieur LUBRET.

Monsieur LUBRET : je voulais poser une question concernant l'échinococcose, vous parliez tout à l'heure d'information tout azimut, vous avez une information à l'égard des ruraux, à l'égard des promeneurs, des chasseurs, des enfants mais je pense qu'il y a une information importante aussi à communiquer c'est à l'égard des médecins. Les symptômes d'un cancer du foie et les symptômes d'une échinococcose sont souvent très symétriques et parfois par méconnaissance, on a maintenant beaucoup de médecins issus de zone urbaine qui ne connaissent pas la notion d'échinococcose, ils ne connaissent pas et il y a des gens qui ont suivi des traitements de cancer du foie alors qu'ils avaient une échinococcose.

o **E.L.I.Z.** o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com

Monsieur COMBES : Nous essayons avec le professeur BRESSON-HADNI qui est le médecin référent mondial pour l'échinococcose alvéolaire, de faire des séances de formation mais ce n'est pas toujours facile à organiser avec les médecins généralistes dans quelques départements. Nous organisons des réunions où il y a beaucoup de médecins généralistes dans le cadre de leur formation, elle parle des aspects humains et notamment diagnostic, et moi je parle des aspects animaux et de la progression en terme environnemental.
Nous essayons de faire ça le plus possible mais ce n'est pas évident de le faire et nous recevons de temps en temps des appels de personnes qui disent qu'elles ont un renard qui vient manger les fruits et dépose ses crottes dans leur jardin, « j'habite dans l'Essonne », « j'habite dans le Loiret, est-ce que ça risque quelque chose ? »

Les médecins ont assuré à ces personnes-là qu'il n'y avait pas d'échinococcose alvéolaire chez eux, ce qui est faux. On essaie de diffuser l'information de façon la plus régulière possible mais ça reste une vaste tâche quand même. Mais il y a une stratégie d'information des médecins généralistes qui est en cours au niveau de l'Entente et de l'Université de Franche-Comté pour ça.

Monsieur BOLMONT : c'est d'ailleurs là que le Ministère de la Santé pourrait avoir son importance parce qu'ils ont quand même tous les réseaux pour pouvoir informer les médecins et ça peut être une porte d'entrée pour essayer qu'ils participent et nous accompagnent dans la communication pour avertir un maximum de médecins généralistes.
Monsieur DAOUD ?

Monsieur DAOUD : c'est une question adressée à monsieur UMHANG, est-ce qu'il y a eu des études génétiques qui ont été faites sur les populations d'*echinococcus multilocularis* dans les pays voisins ou est-ce que cette étude a été faite uniquement en France sur les spécimens recueillis par les laboratoires ?

Monsieur UMHANG : il y a plusieurs études qui ont déjà été faites en Europe, dont une principale pour comprendre l'expansion du parasite en Europe. Il a été montré qu'il y a eu un foyer central en Europe basé sur la Suisse, l'Allemagne et à partir de là, le parasite est distribué selon ce qu'on appelle un phénomène île-continent en fait c'est assez clair, il y a le continent où il y a la réserve du parasite et par l'expansion des renards il allait se distribuer à droite à gauche autour.
C'est ce gros phénomène qui régit tout depuis l'est de la France dont on peut considérer comme historiquement endémique c'est ce continent-là et il distribue du parasite sur les départements voisins.
Il y a aussi des études qui ont montrées en Hongrie, en Italie, qu'il y avait un foyer autochtone vraiment du parasite dans les Alpes où tous les profils retrouvés du parasite n'ont rien à voir avec ce qu'on retrouve en Europe, donc c'est vraiment un foyer autochtone séparé du reste. Ça s'inscrit vraiment dans un contexte de compréhension au niveau européen du parasite. On a vraiment une vision claire au niveau de l'Europe de comment le parasite s'est répandu et s'est montré de plus en plus, même dans les nouveaux pays européens on retrouve le parasite où on ne l'avait pas trouvé avant. Pour la plupart, c'est parce que maintenant, il y a une meilleure recherche et ce n'est pas forcément une nouvelle présence mais une présence ancienne qui n'était pas recherchée avant et donc il y a un phénomène d'expansion mais qui est beaucoup plus ancien à priori que ce que l'on pensait.

Monsieur DAOUD : il y a eu certainement des études faites en Espagne un peu partout mais ma question était par rapport à la génétique du parasite est-ce que c'est le même traceur génétique que les échino trouvés en Suisse, etc ?

Monsieur UMHANG : En fait, effectivement il y a un catalogue de différents profils du parasite, et nous, en France, sur les 22 profils qu'on a mis en évidence par rapport aux 32 européens, il y en a 18 à priori qui étaient similaires. On retrouve des similitudes, on voit qu'il y a une diversité mais qu'il y a quand même une uniformité entre toutes les souches qu'on retrouve au sein de l'Europe.
Après il y a des différences au niveau échantillonnage avec des départements où on a peu de parasite parce qu'il y a peu de renards qui sont contaminés. On sous-estime peut-être un peu le nombre mais il y a vraiment une continuité entre ce qu'on retrouve en Europe et à travers toute l'Europe.

Monsieur BOLMONT : merci monsieur UMHANG, monsieur DAVID a demandé la parole.

Monsieur DAVID : je fais suite à l'intervention de notre collègue du Pas-de-Calais concernant la précocité du diagnostic de l'échinococcose, c'est la même chose pour la leptospirose même problème de difficulté du diagnostic parce qu'elles sont l'une et l'autre sans symptôme pathognomonique c'est-à-dire spécifique de la maladie, qui alerte le praticien.
Et de là même on touche aussi du doigt la difficulté des médecins praticiens en milieu rural qui ont la tête dans le guidon à longueur d'année, avec un désert médical les entourant, et de la difficulté à se former, la difficulté à revoir des maladies qu'ils ont certainement apprises lors de leurs études.
Mais il y a quand même, et c'est là que l'ELIZ intervient puisqu'il y a toute cette information qui ne pourra pas ne pas arriver aux oreilles du médecin et l'alerter. L'information que nous prodiguons au travers des départements est très utile parce que les cueilleurs, les gens de la nature, les touristes qui arrivent et qui ne connaissent pas forcément ça, c'est important.
On essaie de relayer ces informations même dans les campings, etc parce que quelqu'un qui arrive de sa Bretagne et qui n'a jamais entendu parler de ça, et qui vient chez nous dans le Jura pour un séjour, ce serait quand même dommage qu'il en reparte avec une maladie grave.

o **E.L.I.Z.** o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com

Donc il y a vraiment un problème de diagnostic difficile à poser au départ parce que la symptomatologie est très proche de certaines autres, la leptospirose par exemple c'est une forte grippe au départ en forme commune mais sans rien d'autre, et puis il y a des formes multi diversifiées, arthrite, etc. et l'échinococcose c'est une pathologie hépatique mais qui ne dit pas son nom forcément au départ et c'est important de pouvoir le faire savoir et en particulier au monde médical.

Monsieur BOLMONT : merci, monsieur MEURA avait demandé la parole.

Monsieur MEURA : oui je voulais aussi intervenir suite à l'intervention de notre collègue du Pas-de-Calais, je remercie notre collègue du Jura d'être revenu sur ce sujet. C'est vrai qu'il est important de parler du partenariat qu'on doit avoir avec les professionnels de la santé humaine, les médecins mais j'aimerais savoir ce qu'il en est du partenariat envisagé ou envisageable avec les GDS que ce soit en terme de conciliation, partage des connaissances mais aussi par rapport aux messages communs qu'on pourrait avoir pour faire passer auprès, auprès des agriculteurs en général mais auprès des éleveurs en particulier, en terme de prévention que ce soit au niveau de la leptospirose ou de l'échinococcose.

Monsieur BOLMONT : Benoît COMBES répondra globalement après, je vois d'autres questions.

Monsieur COLLIN : simplement pour dire, même si c'est dans la présentation que je vais vous faire tout à l'heure, que nous ici dans le département il y a une vingtaine d'années qu'on a commencé à travailler avec la fédération départementale des chasseurs, avec le groupement de défense sanitaire et bien sûr avec l'incontournable laboratoire départemental. Nous avons finalisé ça par une convention, y compris donc de financement de ces opérations-là tripartite, depuis plus de dix ans aujourd'hui et cette convention a été reprise pratiquement en totalité à l'échelon national. Ça veut dire avec le groupement national de défense sanitaire il y a un partenariat que je vous expliquerai rapidement tout à l'heure mais qui existe et qui fonctionne très bien, et qui est absolument le lien justement entre le laboratoire de diagnostic, le conseil général, le monde agricole qui aujourd'hui a besoin de ces informations-là.
On a besoin de toutes ces informations sur les zoonoses, les infections de la faune sauvage parce que d'une part il faut les rassurer, d'autre part établir quand même une certaine hiérarchie dans les responsabilités, ce qui n'était pas le cas il y a trente ans, rappelez-vous la brucellose c'était toujours la faute des animaux sauvages.
Petite réponse aussi en ce qui concerne l'information, c'est un très gros souci notamment vis-à-vis du monde médical surtout dans nos départements fortement urbanisés. Et cette information qui à un moment donné était organisée en ce qui concerne le milieu forestier à l'entrée des forêts dites soumises, les forêts gérées par l'office national des forêts, il y avait d'ailleurs un partenariat à l'époque avec le conseil général qui permettait d'avoir des grands panneaux expliquant aux promeneurs où ils étaient, sur la législation sur la quête des champignons mais aussi sur la possibilité de mettre des affichettes et de mettre en garde le promeneur sur un certain nombre d'affections qu'il risque de contracter en ramassant différents fruits forestiers et c'était l'occasion.
Aujourd'hui il y a une relance, une demande y compris de la forêt privée d'avoir des panneaux, je ne sais pas encore qui va pouvoir aider tout ça mais c'est absolument indispensable.

Monsieur BOLMONT : merci, d'autres interventions avant que Benoit COMBES ne réagisse ?

Monsieur COMBES : Pour les campings, pour faire une petite remarque par rapport à l'intervention de monsieur DAVID, il n'y a pas que dans les campings du Jura qu'il faut mettre des affiches maintenant puisqu'on a vu que même en Bretagne, justement, les jurassiens qui vont en Bretagne doivent réaliser aussi que la présence du parasite est à présent prouvée sur ces territoires-là. Donc il faut quand même être vigilent partout en termes d'information.
En terme de lien avec les GDS, nous avons pris contact notamment sur le programme de la leptospirose avec la fédération nationale des GDS, et on va essayer d'établir, à la suite de cette grosse investigation que nous allons vous décrire, un lien avec ce dont parlait monsieur COLLIN, c'est-à-dire les sérothèques. mais aussi le recensement des lieux où il y a beaucoup d'avortements qui sont recensés, etc, Cependant, c'est une étape ultérieure de notre fonctionnement mais la fédération nationale des GDS est prévenue de notre programme et on espère qu'au fur et à mesure de l'avancée des résultats de notre travail, ce partenariat et ce lien pour l'information vis-à-vis des GDS va se construire et s'affiner de façon très efficace.

Monsieur BOLMONT : merci, monsieur GUILLOTIN ?

Monsieur GUILLOTIN : Pour rajouter sur la leptospirose, c'est vrai qu'en élevage, que ce soit en ruminant ou en porc, les vétérinaires y pensent quand il y a des pathologies abortives.
Un des intérêts de cette enquête ça sera premièrement : Il y a un problème quand même qui était essentiel, on en reparlera rapidement tout à l'heure ce sont les difficultés de diagnostics. Là grâce à la mise en place de cette enquête, il va y avoir une extension du diagnostic par biologie moléculaire qui sera exploitable assez facilement, non seulement dans le cadre de cette enquête mais aussi dans le cadre des pathologies abortives en élevage, ce qu'on ne faisait pas jusqu'à présent. Et deuxièmement, c'est vrai que si on a des restitutions auprès des GDS locaux et auprès des vétérinaires praticiens, via les groupements techniques vétérinaires, ça renforcera cette sensibilisation, c'est évident.

o **E.L.I.Z.** o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com

Monsieur SCHEPMAN : dans le cadre de mes compétences, j'ai les PDIPR, ce sont les programmes d'itinéraires de randonnées, et avec les autres élus et monsieur le directeur du service, monsieur HOSSEPIED, on se demandait s'il y a des départements où il y a de l'information sur les panneaux de randonnées concernant les risques et la prévention. J'aimerais savoir si quelqu'un le fait déjà et d'après vous si c'est possible à faire.

Le problème étant toujours pareil, trop d'information tue l'information et sur ces panneaux il y a déjà interdit de faire ceci, de faire cela, etc, vous connaissez, les panneaux classiques donc savoir si quelqu'un l'a fait et si ça marche bien.

Monsieur DAVID : nos randonneurs dans le Jura nous hurlent après quand on leur met une multitude de panneaux, c'est ce que vous venez de dire, ils n'aiment pas, on a des voies vertes qui sont remarquables financées par le conseil général et qu'on a voulu le plus sécurisé possible, sécurité de toutes sortes : sortie de grumes forestières, sortie de cela, attention machin… On se fait japper après à longueur de temps !
Et pourtant les panneaux, je vous assure qu'on les met le plus discret possible mais ces gens-là n'aiment pas ça du tout. Et on obtient un effet inverse, un refus d'une information dès lors qu'elle est trop abondante.
Alors moi je préfère dans les hôtels ou dans les campings pour des gens qu'on sait touristes, les autres les jurassiens le savent depuis longtemps le problème de l'échinococcose chez nous est quelque chose de bien ancrée dans les têtes alors que ça l'est peut-être moins pour les touristes et que c'est là qu'il faut agir. Mais à l'entrée des chemins de randonnées on a essayé de faire des infos, pas en matière d'échinococcose mais dans d'autres domaines et généralement ça passe mal.

Monsieur BOLMONT : c'est vrai qu'il y a des départements où les populations comme le Doubs, le Jura, sont très sensibilisées donc ça peut paraitre moins important mais ils sont rares ces départements.

Monsieur SCHEPMAN : en fait les randonneurs ont peur de tomber dans le panneau si je comprends bien ! Et le dépliant ce n'est pas une bonne idée ?

Monsieur BROUWER : il y a une expérimentation qui va se mettre en place avec la communauté urbaine de Dunkerque sur les chemins du « croissant vert » autour donc de l'agglomération dunkerquoise où on va essayer d'introduire cette notion préventive au niveau des promeneurs. Il y a donc un projet de panneaux qui sera mis en place. L'idée est de ne pas secouer le chiffon rouge mais d'apporter une information disant qu'il existe des problématiques qui peuvent être liées avec le contact de la nature et de la faune sauvage et donc rappeler quelques gestes simples comme par exemple ne pas ramasser de fruits au-dessous d'une certaine hauteur et également rappeler que les animaux tels que les chats et les chiens peuvent aussi être un lien sur ces problématiques-là. Il y aura une étude qui sera faite là-dessus, à l'occasion on pourra vous tenir au courant de l'évolution et le type de plaquette qui sera mis en place.

Monsieur COMBES : je voudrais revenir sur l'intervention de monsieur SCHEPMAN, et sans faire de prosélytisme vis-à-vis de l'Entente, nous avons édité un certain nombre d'affiches qu'on a diffusées dans beaucoup d'endroits, il faut continuer à le faire.
D'ailleurs nous avons aussi distribué ce fameux DVD qui commence à dater maintenant, qui a été distribué par les conseillers généraux dans tous les collèges de chaque département adhérent où on essaie de faire rentrer assez tôt dans la mémoire des enfants la notion d'échinococcose.
Il n'est pas nécessaire de s'affoler mais quand on est dans la nature on peut éviter de porter ses mains à sa bouche ou il faut se laver les mains en rentrant, des petits messages comme ça.

Alors toutes ces campagnes d'affichage nous sommes plus qu'intéressés à les développer dans la mesure où c'est un travail que nous avons réussi pour l'instant à faire chaque fois sans qu'il n'en coûte davantage aux conseils généraux. Sur les trois précédentes actions que nous avons menées en terme de campagnes d'affichage ou de diffusion de l'information, chaque fois nous avons réussi à faire financer, notamment par des entreprises privées, comme BAYER, la diffusion de ces affiches dans pas mal d'endroits : les pharmacies, les cabinets vétérinaires.
On avait mis aussi à disposition des petits dépliants, il faut continuer à diffuser cette information et c'est une des missions que nous prenons en charge et que les départements nous ont confiées. Ça reste néanmoins, des opérations lourdes à organiser mais pour l'instant celles que nous avons menées ont été couronnées d'un certain succès, et l'ont été sans que ça ne coûte plus au conseil général et par conséquent, nous essayons de continuer dans cette voie.

Monsieur BOLMONT : je profite de la présence de monsieur MONTAUT, lorsque vous parliez monsieur le directeur de l'intervention de laboratoire privé comme le laboratoire BAYER, on se souvient il n'y a pas si longtemps où nous avions des laboratoires privés qui auraient accepté de nous aider mais il fallait bien sûr mettre leur logo sur les documents et à ce moment-là le ministère a annoncé : « s'il y a un partenaire privé, s'il y a de l'argent privé, on ne veut pas que le logo de l'état figure à côté ». Je crois qu'aujourd'hui les mentalités ont changé, ça évolue. Si à un moment on propose une chose de ce genre-là, s'il y a des opérations à faire, je souhaite qu'il y ait peut-être là aussi un peu plus de souplesse. On nous parle partout dans nos collectivités de faire du partenariat public/privé lorsque des organismes comme les nôtres amènent des choses comme ça.

o **E.L.I.Z.** o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com

Si ça revient, je me permettrai de vous interpeller personnellement pour rappeler ces choses-là, mais quand les fonds sont rares que les temps sont durs, il faut parfois assouplir surtout que nos partenaires sont des partenaires connus pour leurs compétences, leurs capacités à suivre et à évoluer, nous en avons aujourd'hui besoin. Voilà je tenais à le dire, on ferme la parenthèse et on passe à l'intervenant suivant.

Monsieur COMBES : l'intervenant suivant c'est Sébastien qui va nous parler de cette construction de réseaux et de son intérêt.

Monsieur COMTE : *(Le diaporama correspondant est situé à la fin de l'exposé).* Bonjour, effectivement j'aimerais mettre l'accent dans cette présentation sur cette richesse et cette force qu'a l'Entente d'avoir un réseau dans plus de quarante départements en France.
Je reprends une diapositive qu'on vous a déjà montrée plusieurs fois. Ce réseau c'est quoi ? L'Entente a cette chance de pouvoir s'appuyer et prendre des conseils auprès d'institutions en France, reconnues chacune dans leur propre discipline. Et grâce à ce partenariat pouvoir mettre en place des programmes avec des partenaires locaux dans chaque départements que sont les laboratoires vétérinaires départementaux, les fédérations départementales des chasseurs, les GDS qui eux, ont la compétence sur le terrain et les capacités pour faire intervenir les acteurs dont on a besoin, les chasseurs, les piégeurs, les lieutenants de louveterie et autres personnels qui nous permettent d'obtenir ces échantillons si précieux pour nos études.
Ce réseau est un outil unique en France voire même unique en Europe, avec une efficacité qui a été démontrée pour l'échinococcose, j'entends par là quand nous avons fait notre étude.
En fait ce qui s'est passé en Europe dans la dernière décennie sur l'échinococcose alvéolaire, il y a eu une grosse étude qui a été menée en plusieurs étapes par l'Allemagne qui avait commencé à récolter des renards pour rechercher le parasite, qui avait totalisé un peu plus de 8 000 renards en trois sessions.
Ça a été suivi dernièrement par la Norvège qui a récolté 400 renards, la Belgique avec environ 1 000 renards, la Pologne et la Hongrie. A chaque fois, on se retrouve sur l'ensemble d'un territoire avec environ 1 000 renards, un peu moins en Norvège, ce sont des renards qui sont prélevés un peu aléatoirement dans le pays.
Alors que chez nous, grâce à notre réseau, pour rappel sur cette carte, nous avons pu sur l'espace de cette étude entre 2005 et 2010, récolter plus de 3 700 renards répartis de manière homogène sur l'ensemble du territoire. C'est donc vraiment un résultat qui était unique et incroyable de réussir à avoir cette cartographie à un moment donné avec un protocole qui a été appliqué par tout le monde de la même manière dans chaque département. C'est vraiment ça qui est important, on a trois fois plus de renards que dans les autres pays et en plus on a un protocole qui a été mis en place, qui a été respecté par tout le monde et c'est vraiment ça la force de ce réseau.

Evidemment les missions de l'Entente évoluent, on en a beaucoup parlé maintenant, on a commencé à étudier la leptospirose et heureusement pour nous, ce réseau continue à nous suivre. On compte sur vous les laboratoires vétérinaires départementaux et les fédérations départementales des chasseurs, soutenus par les Conseils Généraux pour continuer cette capacité à mobiliser les gens sur le terrain.
La leptospirose c'est une maladie qui est connue depuis longtemps, mais par contre qui manque cruellement de données sur le rôle des différentes espèces de la faune sauvage à disséminer la bactérie. On sait que les rongeurs sont les principaux réservoirs mais par contre on ne connait que très peu d'informations sur d'autres espèces de mammifères qui seraient capables de déplacer les bactéries d'un milieu à l'autre. Ça va être un des grands objectifs de notre étude dont on va parler un peu plus tard.
Evidemment à cela on va essayer d'affiner ces connaissances. Si vous vous rappelez les leptospires sont caractérisés par différentes espèces avec différents sérogroupes, différents sérovars. Je ne vais pas rentrer dans les détails, mais c'est une classification qui a été utilisée pour les méthodes de prophylaxie et donc pour nous, ça va être important de mieux comprendre la répartition de ces différents groupes au sein de la faune sauvage qui sera le point phare.
Peut-être à moyen terme, ce sera aussi d'améliorer ces outils de prophylaxie, développer peut-être de nouveaux vaccins, développer des brochures d'information à la population, etc. et surtout avoir une connaissance beaucoup plus forte pour cibler la lutte de manière beaucoup plus efficace.

Depuis deux ans, nous avons fait un état des lieux des études qui ont été menées sur la leptospirose pour ne pas refaire ce qui existait, et on s'est rendu compte que finalement, il n'y avait pas grand-chose qui existait.
Cette fois-ci je vous présente une carte du monde. On passe à une échelle qui est beaucoup plus grande et on se rend compte que quelques études ont été faites dans le monde avec des recherches sur un très petit nombre d'espèces et à chaque fois un petit nombre d'échantillons.
Par exemple à Zurich, il n'y a que quatre espèces qui ont été testées avec 190 échantillons ; à Berlin c'était une espèce, le sanglier avec 10 échantillons ce qui est relativement peu.
Au Mexique on a une seule espèce, on a par contre 400 échantillons ; et ainsi de suite avec le Brésil.

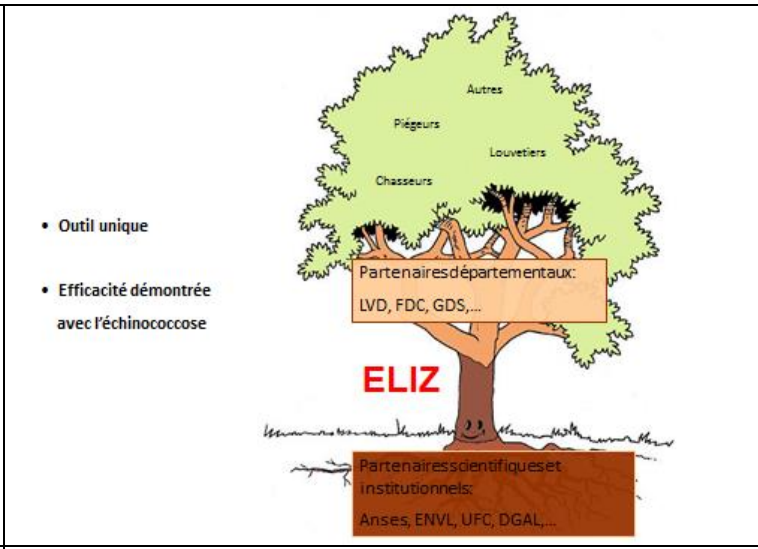
Les japonais ont fait quelque chose d'un peu plus complet, où en deux étapes ils ont eu six espèces et à peu près 500 échantillons, mais ces espèces ne concernent pratiquement que les rongeurs, c'est à dire quelque chose qui était déjà développé.
Une des dernières études en Chine, a été faite avec cinq espèces mais là encore de rongeurs.

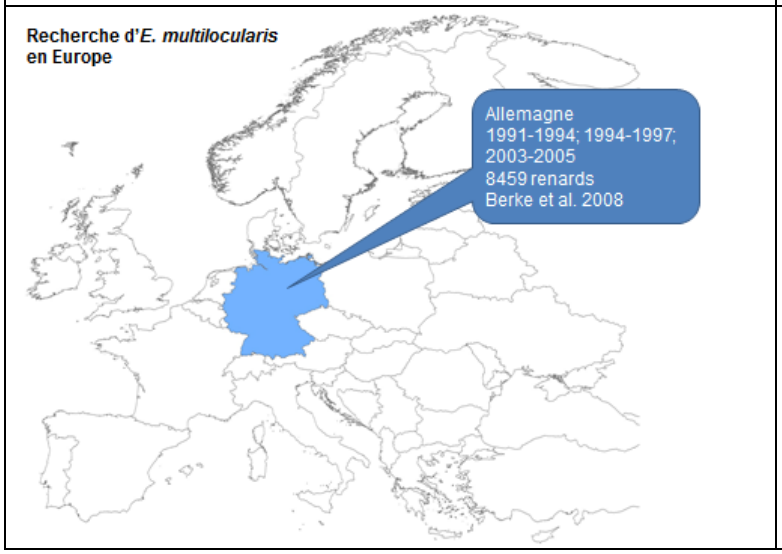
o **E.L.I.Z.** o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com

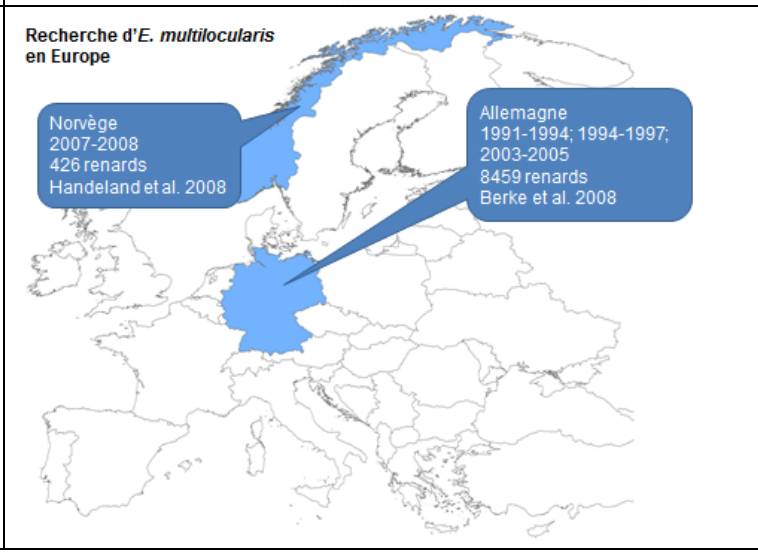
Par contre ce qu'il faut se rendre compte, en France, ça fait déjà longtemps qu'on étudie cette maladie, on la connait. Il y a eu des études déjà à la fin des années 1990 où sur six sites, on a ciblé le ragondin cette fois-ci, avec plus de 200 échantillons analysés, ça a été repris au début des années 2000 avec trois espèces et 500 échantillons. La dernière en date concernait les mustélidés, elle était menée sur trois espèces en France. Et là on s'est dit qu'on allait avoir cette capacité de proposer quelque chose qui n'existe nulle part ailleurs c'est-à-dire qu'on va cibler plus de vingt espèces en France.

En me basant sur une trentaine de départements qui vont participer, ce sera le minimum, on s'attend à plus, on va avoir plus de 4 230 échantillons analysés c'est-à-dire qu'on va connaitre exactement quelles sont les espèces qui peuvent disséminer ces bactéries. Et donc, grâce à ce réseau, grâce à nos partenaires on va vraiment arriver sur des résultats qui seront attendus par le monde entier et qui seront enviés cette fois-ci pour la leptospirose au niveau mondial.

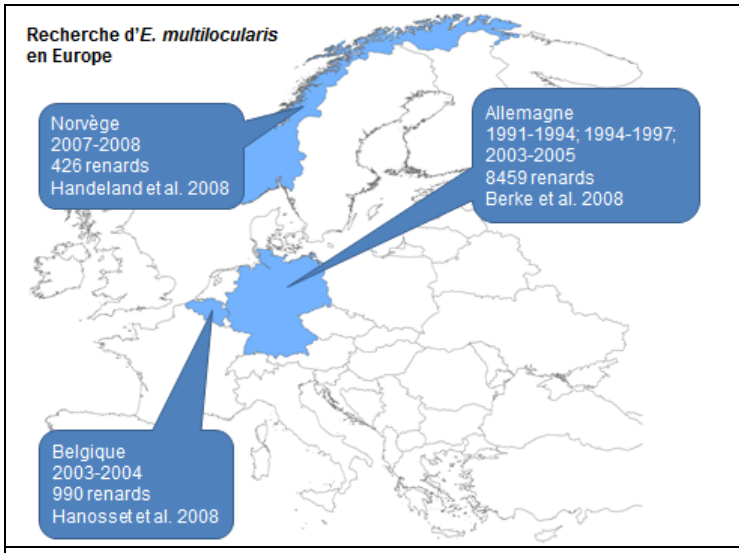
Donc on est vraiment dans une dynamique où on a un outil de fonctionnement qui est inégalé et qu'il faut absolument maintenir et faire avancer.
Voilà c'était vraiment le message que je voulais faire passer en montrant qu'à la fois sur l'échinococcose on a réussi et on a montré notre compétence grâce à ce réseau pour avoir des résultats innovants et inégalés. On va pouvoir maintenant, sur le projet leptospirose, passer à l'échelon supérieur, je dirais, et avoir des résultats qui vont vraiment nous emmener directement sur une amélioration de la prophylaxie pour la population. Merci.

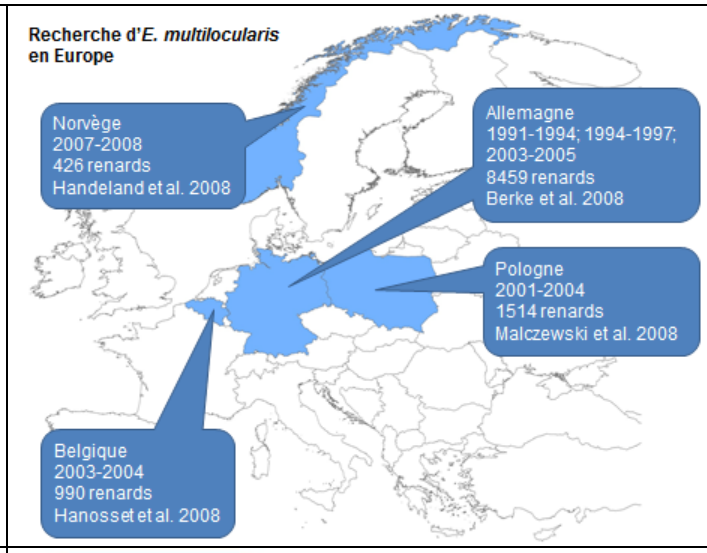


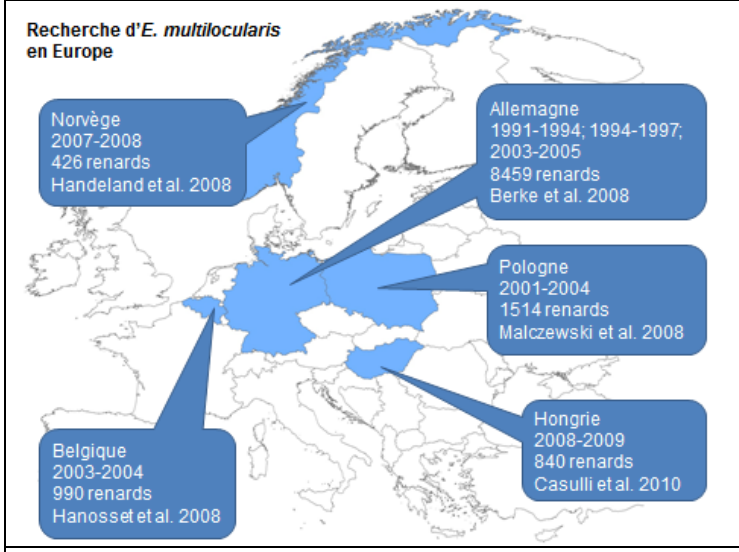


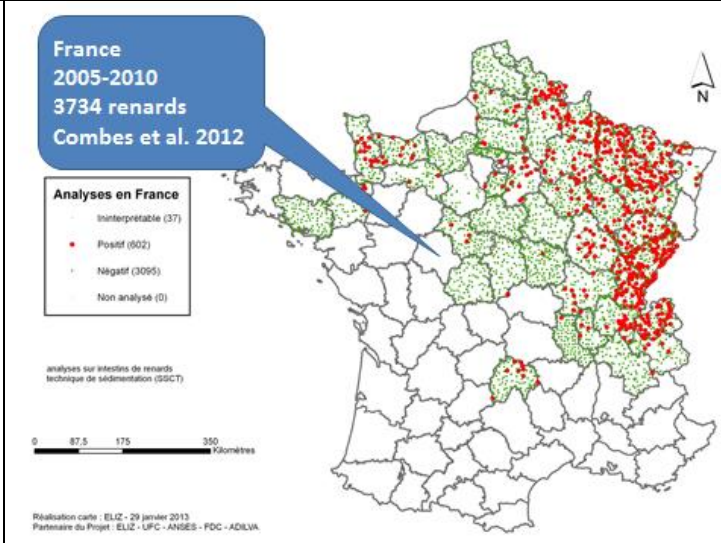


o **E.L.I.Z.** o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com

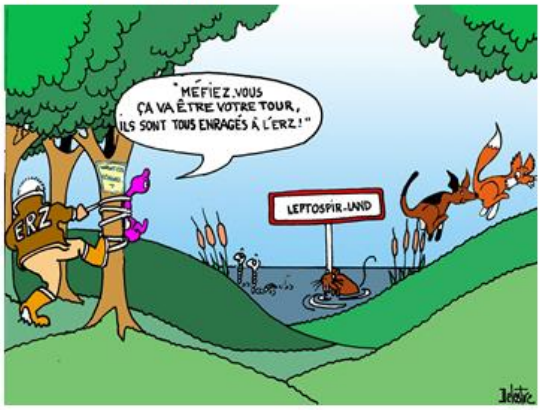








Nos missions évoluent…



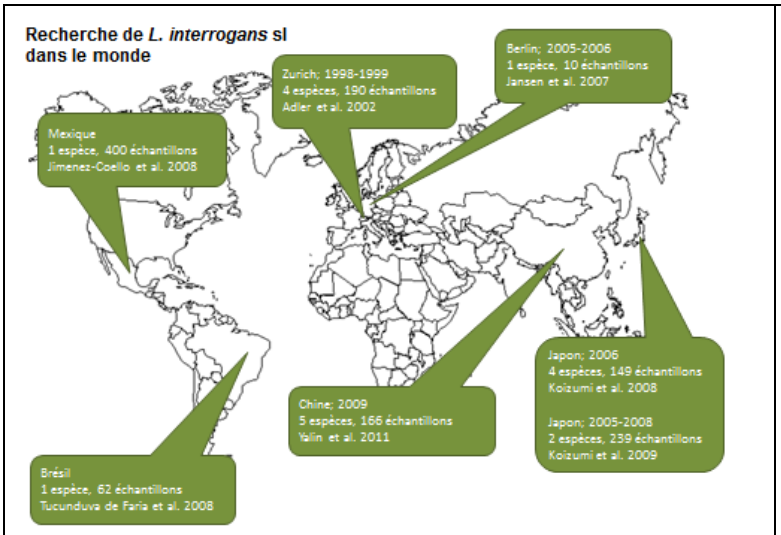
… le réseau répond présent !

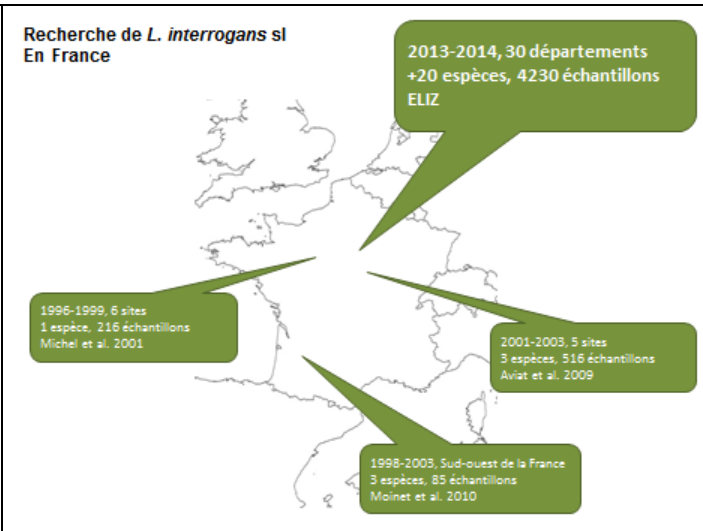
Projet leptospirose « grande échelle »

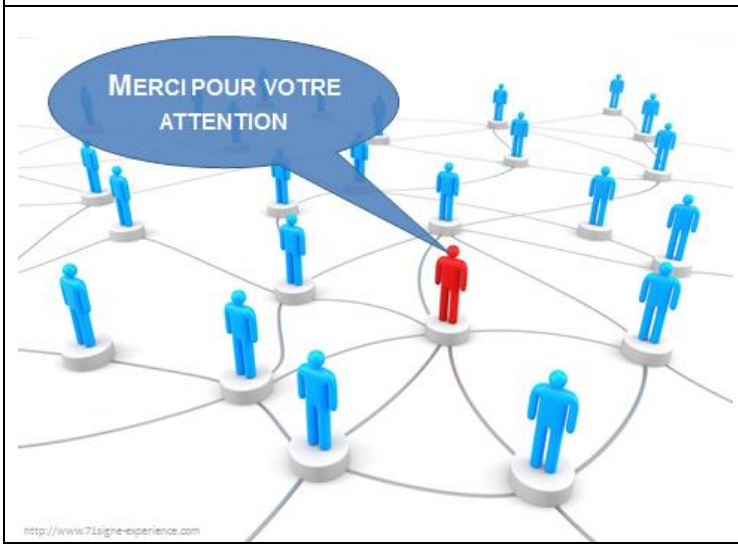
Objectifs

- **Préciser le rôle de différentes espèces de mammifères dans la prolifération et la dissémination des leptospires pathogènes.**
- **Affiner les connaissances sur les relations hôtes-sérogroupes**
- **Permettre d'améliorer les outils de prophylaxie et de protection pour l'homme**

o **E.L.I.Z.** o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com







Monsieur BOLMONT : merci Sébastien, avez-vous des réactions, des questions ? Monsieur DAVID.

Monsieur DAVID : à part trois lignes sur un document budgétaire ce matin, je ne vois pas ce qu'on puisse reprocher à l'ELIZ dans ce genre d'investigation qui doit servir à tous.
En tous les cas moi, j'ai « vendu » ce dossier à mon département. Déjà très sensibilisé parce que professionnellement je connais bien cette maladie mais aussi parce que c'est ce que vous venez d'expliquer avec toute la compétence de l'équipe qui s'est déjà bien rodée depuis des années avec l'échinococcose, concernant la leptospirose.
Il y a un savoir-faire qui est là, qui est établi parmi l'équipe des techniciens et en matière de leptospirose, on l'a vu avec un confrère qui est venu nous expliquer à Strasbourg, un éminent confrère qui travaille à Lyon et qui sérotype les leptospires et qui nous a montré comme il était intéressant de conduire cette étude, de savoir quels étaient les réservoirs probants, quelque fois occasionnels mais ceux qu'on rencontre de façon plus courante, les réservoirs animaux de la faune sauvage, également les réservoirs de la faune domestique qu'on ne doit pas oublier.

Comme je disais tout à l'heure ces multi-symptômes de cette maladie qui nous déroutent souvent et qui déroutent les médecins en particulier. Même nous vétérinaires, en termes de leptospirose canine en particulier on est des fois dans une expectative qui demande quelques heures ou quelques jours pour être confirmé par le laboratoire.

Donc voilà avec une précocité du diagnostic et une précocité du traitement mis en route qui est essentiel pour la guérison, j'ai toujours en mémoire un de mes clients agriculteur se prenant une leptospirose, diagnostiquée au départ comme une forte grippe, et qui a fini ses jours à, à peine trente ans, parce que la précocité du traitement n'était pas en face du diagnostic.

Donc c'est important, et c'est une première européenne, ça c'est quand même quelque chose ! on est vraiment dans un travail qui est très intéressant, et j'entends dans le département du Jura et dans vos départements sans doute, la même chose : « encore une étude de plus !» Non, quand on explique les choses à fond, on se rend compte que du point de vue de l'incidence sur la santé humaine c'est intéressant. Et c'est important avec une recrudescence ou résurgence de cette maladie avec de nouveaux sérotypes, avec un réchauffement climatique qu'on veut bien admettre et qui fait de plus en plus de cas.

o **E.L.I.Z.** o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com

Moi j'ai connu la leptospirose au Brésil c'est une maladie endémique qui est partout dans toutes les eaux à savoir que chaque fois qu'on se baigne, on a quand même la bouche, les yeux fermés mais c'est vrai que dans les eaux de l'Ognon qui est une rivière qui coule depuis les Vosges jusqu'à la Saône et qui borde le Jura, il y a déjà très longtemps on avait des cas de leptospirose, l'été dans les eaux de baignade.
Je m'occupe de tourisme au département du Jura et je peux vous dire qu'on essaie avec les eaux de baignade et le LDA 39 de faire en sorte de savoir où est-ce qu'on en ait et à tout moment d'être vigilent.
Je dis bravo à toute votre équipe pour ce travail.

Monsieur BOLMONT : merci, ce qui est bien c'est qu'ils soient présents et qu'ils l'aient entendu, merci pour eux.

Monsieur COMBES : je vais faire intervenir maintenant monsieur COLIN, mais avant ça je voudrais juste faire une petite intervention. Vous avez dans vos dossiers un petit document sur la leptospirose avec une intervention du professeur Geneviève ANDRE-FONTAINE qui précise cet intérêt de connaitre sur les mammifères sauvages tout ce qui est encore inconnu. Il y a un petit éditorial qui est signé par le directeur général d'IMAXIO, qui est le plus gros producteur de vaccins pour la leptospirose humaine.
Ils nous ont contactés et je dois les rencontrer la semaine prochaine parce que, évidemment, eux ils ont entendu parler de cette étude et ils sont intéressés au premier plan pour pouvoir améliorer la qualité de leur vaccin. Donc pour nous ça peut être intéressant, ce nouveau partenariat possible, en tout cas les résultats de cette étude commencent déjà à être attendus par beaucoup de monde.
Voilà je laisse la parole à monsieur COLLIN qui va vous présenter le rôle des fédérations des chasseurs dans les aspects sanitaires et puis leur implication dans les projets de l'Entente.

Monsieur COLLIN : *(Le diaporama correspondant est situé à la fin de l'exposé).* Merci Benoit COMBES, avec le président MARCOTTE. Il est midi moins cinq donc je suppose qu'il va falloir y aller, je devais faire cette intervention avec notre technicien responsable de la fédération qui en plus de ça souffre d'une extinction de voix, tout contribue à ce que rien ne marche !
Nous allons essayer rapidement de prendre les grandes lignes et comme cela a été rappelé, tout à l'heure je pense qu'ici c'est surtout de souligner d'une part le partenariat qui s'est développé au fil du temps, la prise de conscience, je pense ici à la DGAL, au Ministère de l'Agriculture, d'un certain nombre d'autres, de tout l'intérêt qu'il y avait à approfondir toutes ces études-là. Et le soutien bien sûr, en ce qui nous concerne ici tout près, le Conseil Général du Nord pour son aide indéfectible.
Je vais vous présenter rapidement le travail de la fédération, et ses implications dans le domaine sanitaire. Je vous ai évoqué tout à l'heure notre collaboration dans l'épidémio-surveillance avec le laboratoire départemental et le GDS.
Nous allons reprendre ici aussi les différentes activités, encore une fois en ce qui concerne les financements, les opérations qui sont reprises là-bas, il faut savoir qu'il y en a qui sont tout à fait des opérations « Nord » et d'autres évidemment je pense ici à la surveillance de la tuberculose ou le programme trichine qui bénéficient de financements nationaux.
En ce qui concerne notre collaboration avec le GDS et le Conseil Général, là encore une fois je remercie Jean-Jacques ANCEAU qui est un homme de terre et un homme de terrain et qui a toujours pris en grande considération toute cette collaboration et le travail qui est fait.

Je rappelle aussi que les fédérations départementales ont une sensibilité chacune en ce qui concerne ces sujets mais que la fédération nationale des chasseurs donc le million deux cent mille chasseurs, contribue à constituer un réseau national. Il y a une commission sanitaire à l'échelon de la FNC qui essaie en collaboration essentiellement avec l'Office National de la Chasse mais aussi avec l'ANSES de structurer toutes ces opérations de suivi sanitaire sur le terrain.
Quelques images qui suivent sur le travail de terrain, de prélèvements sur des grands animaux, ici je rappelle que les grands cervidés, nous n'en avons que dans une seule forêt et pour vous qui venez de différents départements vous avez eu une belle présentation historique du département tout à l'heure, nous avons aussi une caractéristique essentielle c'est la longueur du département, on l'a rappelé tout à l'heure, du coup, les coûts invraisemblables de ramener les prélèvements au laboratoire départemental c'est très propre au département ici.
Deuxièmement en ce qui concerne les équilibres notamment de la faune sauvage, dissémination, on a parlé des renards etc. C'est le peu de boisement que nous avons dans le département du Nord, en gros nous avons un boisement de 8,8%, c'est la région qui est la moins boisée de France puisque comme département vous avez le fameux département de la Manche qui n'a que 4% de boisement et ici 2/3 de la forêt se trouve dans le sud du département, ce qui fait que tous les équilibres, les pathologies de la grande faune dans nos forêts qui sont aussi très envahies, un habitant du Nord n'a que 150m^2 de forêt disponible vu les 2,6 millions habitants, donc tout ça crée quelques soucis.
En ce qui concerne les prélèvements, chaque année nous fixons les objectifs c'est-à-dire qu'en commission avec tous les partenaires nous disons : « tiens cette saison de chasse on va axer notre travail sur telle ou telle pathologie » en fonction des circonstances, en fonction des exigences nationales, de ce qui est fait ailleurs ou pas, et un certain nombre d'études sont faites systématiquement sur la parasitologie par exemple la maladie d'Aujeszky, la brucellose, les trichines, etc. Le deuxième volet de la fédération en ce qui concerne son travail, c'est la formation hygiène alimentaire de la venaison, vous vous rappelez c'est le règlement européen qui a été transposé en droit national qui impose une traçabilité de la venaison.

o **E.L.I.Z.** o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com

Nous avons à l'échelon national aujourd'hui 37 000 référents qui ont été formés dans les fédérations qui sont, et là le Ministère de l'Environnement et de l'Agriculture en a conscience, le maillage de base tel que vous l'avez rappelé tout à l'heure absolument indispensable dans l'épidémio-surveillance. Je vous passe les détails des fiches de traçabilité de la venaison, le nombre de chasseurs formés, vous voyez qu'il y a la Gironde mais il n'y a personne de là-bas, qui est en blanc, ils ne forment personne.

La tuberculose : là aussi, rapidement, nous sommes absolument solidaires du programme national, quand Jean-Jacques ANCEAU avec sa gentillesse et son humour habituel m'a présenté tout à l'heure, je représente à l'échelon national la louveterie de France, c'est-à-dire c'est 1 620 lieutenants de louveterie que vous connaissez dans vos cantons parce qu'ils font des battues administratives. Et bien aujourd'hui ils se préoccupent du loup à l'échelon national dans le groupe national loup mais aussi du programme « sylvatub » qui est dans toutes les zones qui sont contaminées notamment pour la remontée au laboratoire des blaireaux qui sont un élément essentiel dans le maintien de la maladie dans beaucoup de départements. Et nous avons eu dans le Nord en 2011 et 2012 deux foyers en élevage domestique qui se trouvaient, vous le voyez, vers le bas du département où il y a beaucoup d'élevages.
La sérothèque, c'est un autre problème national, la France a un retard certain par rapport aux autres pays d'Europe, Il s'agit de constituer une banque de données qui au cours des années nous permet de revenir en arrière et de récupérer un état sanitaire des animaux, tous les pays, l'Allemagne, la Belgique a par exemple des échantillons de chevreuils datant des années 1985 avant Tchernobyl. On peut ainsi vérifier dans le temps la contamination de la faune sauvage. Cette sérothèque, qui est chez nous en tout cas, assurait en ce qui concerne la conservation des échantillons par le laboratoire départemental, là aussi il n'y a pas encore une unité à l'échelon national pour que ce soit fait dans ces règles-là.
Le réseau Sagir, vous le connaissez, il date de 1986 et nous y contribuons bien sûr, avec les mêmes exigences notamment de personnes, de kilomètres en ce qui concerne la récolte des données.
Voilà en gros le nombre d'interventions de ce réseau dans le Nord qui est à peu près régulier sur les principaux animaux classés gibier.
Pour la grippe aviaire, et le programme trichine là aussi, auquel bien sûr nous avons largement contribué que ce soit dans le prélèvement des sangliers puisque 361 prélèvements ont été faits dans le Nord par les agents de fédération et les personnes qui étaient formées à cela, 300 prélèvements pour les renards et toutes les analyses se sont révélées négatives.
L'échinococcose, on vous en a largement parlé je ne reviens pas dessus, on a participé ici avec les quadras en prélèvement d'une centaine de renards et participer de cette façon à votre travail, au travail de l'ELIZ. Là, encore une fois, voilà le découpage du département du Nord. La fédération de chasse a bien sûr la capacité d'avoir des agents de développement qui ont des limites territoriales ce qui fait que nous avons des intervenants qui sont bien ciblés par arrondissement, par sous-arrondissement, par canton, etc.

Voilà la répartition ici des agents territoriaux de la fédération, ce qui a évidemment facilité les prélèvements en ce qui concerne l'échinococcose, je passe les détails. La cartographie on vous en a parlé tout à l'heure et l'extension de la maladie qui vous a été montrée. La surveillance, le contrôle des renards, etc. et l'application d'affichettes.

Le conseiller du Jura avait l'air de dire que trop d'informations tuent l'information mais il en faut quand même un minimum et ces affichettes à certains endroits bien ciblés, que ce soit des endroits touristiques, monsieur SCHEPMAN, le Val Joli que vous connaissez bien, là aussi sans affoler les gens mais l'affichette de l'échinococcose était suffisamment didactique et je pense qu'on pourra faire la même chose pour la leptospirose.
Nous avons d'autres maladies qui nous viennent d'Allemagne et de la Belgique, qui sont les hantaviroses, que nous avons dans le sud de la Belgique et dans le bas du département. Il s'agit ici, de maladie des forestiers, mais aussi de toutes les personnes qui fréquentent les zones humides, les mares, les pêcheurs et nous avons eu des cas qui sont toujours assez difficiles à soigner.
On va représenter le programme leptospirose, avec la collecte des reins qui a largement commencé dans toutes les zones ici, je rappelle le protocole avec les agents, le rôle des piégeurs, des chasseurs, des déterreurs. Retour à l'agent et à ce moment-là vous avez le technicien en charge du dossier qui va réaliser le prélèvement et l'acheminer au laboratoire départemental public. Congélation à la fédération éventuelle, ce qui veut dire que toute la chaine est bien suivie.
Je disais tout à l'heure que nous avions commencé, c'est vrai que quand j'ai demandé à Jean-Jacques ANCEAU où en était le dossier, je lui ai téléphoné, je l'ai embêté et il m'a dit de ne pas me tracasser qu'il s'en occupait, et alors comme je lui fais confiance on a commencé les prélèvements même si nous n'avions pas encore la décision du Conseil Général de financer l'opération, pour dire qu'il est gentil !et puis qu'on lui fait confiance.
Donc on a commencé les prélèvements et voilà où ça en est. Bien sûr que nous allons continuer puisque tout est en marche, là encore une fois en ce qui concerne l'information, deux petits commentaires puisque je vois que je suis dans les temps, le premier : au début quand on allait chez les chasseurs pour aller chercher un prélèvement, il y avait une méfiance, « qu'est-ce qu'ils vont encore nous faire, on va ramasser une amende ou je ne sais quoi !» et puis petit à petit on s'est rendu compte que les gens étaient intéressés à la maladie d'Aujeszky, quand vous avez le voisin qui a eu son chien qui est mort d'Aujeszky parce qu'il avait bouffé un morceau de sanglier qui était atteint, et bien ils se sont dit que c'était intéressant.

o **E.L.I.Z.** o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com

Et aujourd'hui, on s'est rendu compte qu'il faut un retour de l'information c'est-à-dire que vous avez ce travail de fourmi sur le terrain, ça remonte dans les hautes sphères je dirais, mais il faut le retour c'est-à-dire que le chasseur de base qui a permis qu'on fasse ces prélèvements qu'on lui dise « tiens voilà chez toi on a trouvé ça », c'est très utile le retour de l'information. Du coup la collaboration continuera.

On a parlé de l'information, nous la faisons auprès des chasseurs, notre rôle se limite à cela et on a parlé tout à l'heure des sites touristiques, en ce qui concerne les zoonoses et on a parlé aussi des cabinets médicaux, il est clair aujourd'hui que quand vous récupérez un médecin un peu urbain en pleine campagne, il faut qu'il redécouvre un peu dans ses bouquins les maladies que l'on contracte avec les animaux domestiques et les animaux sauvages. J'ai terminé, merci.

Conseil d'Administration de l'ELIZ

Le 3 avril 2013

Les implications de la Fédération des Chasseurs du Nord dans le domaine sanitaire

Création d'une commission sanitaire en 2007

1) L'épidémiosurveillance sur les grands animaux tués à la chasse.
2) La formation hygiène alimentaire.
3) La surveillance de la tuberculose bovine.
4) La sérothèque.
5) Le réseau SAGIR.
6) Le programme trichine.

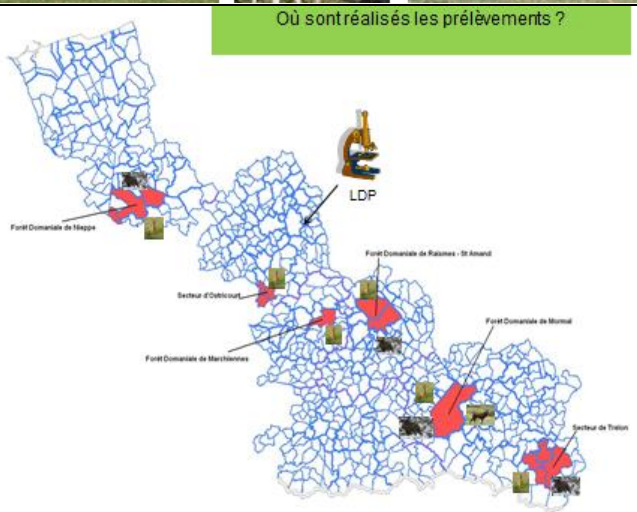
1) L'épidémiosurveillance sur les grands animaux:
une convention annuelle tripartite définissant les objectifs techniques et un partenariat financier.

GDS Nord — Conseil Général Département du Nord — Chasseurs du Nord

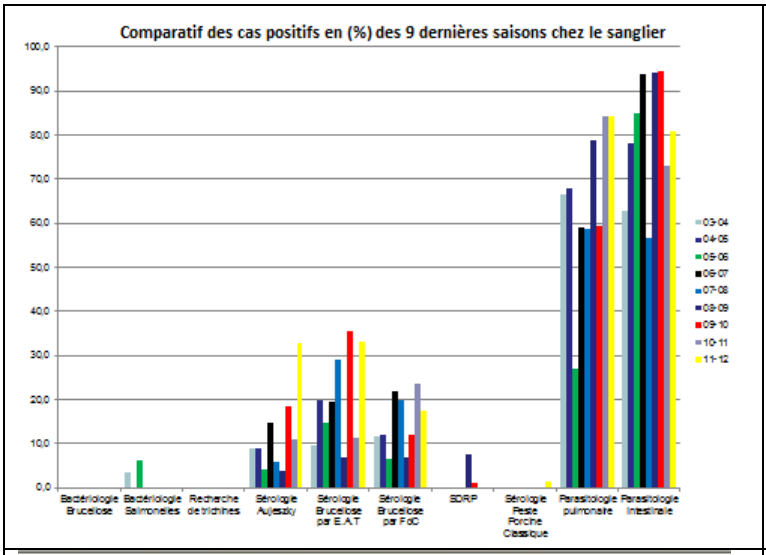
Cette étude est basée sur la recherche de zoonoses et de maladies partagées entre les animaux de la faune sauvage et les animaux de rentes.

Du sang et différents organes sont prélevés, chaque saison, sur des grands animaux immédiatement après le chasse (80 sangliers, 60 chevreuils et 30 grands cervidés).

Où sont réalisés les prélèvements ?

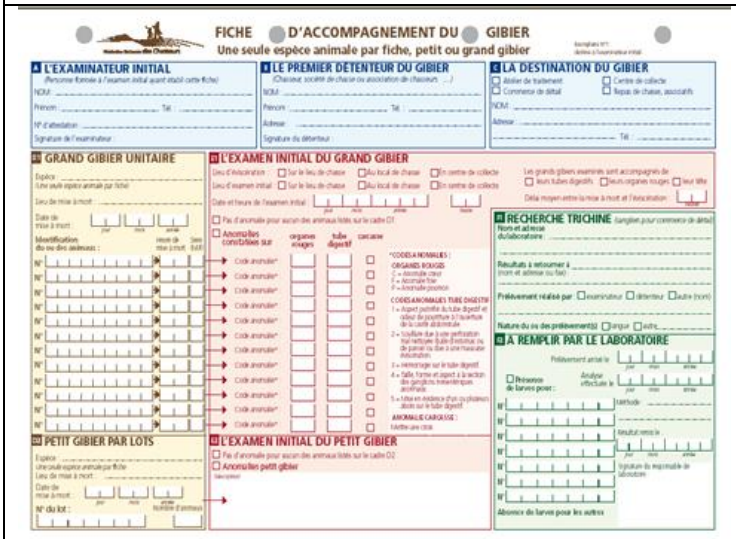


o E.L.I.Z. o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com

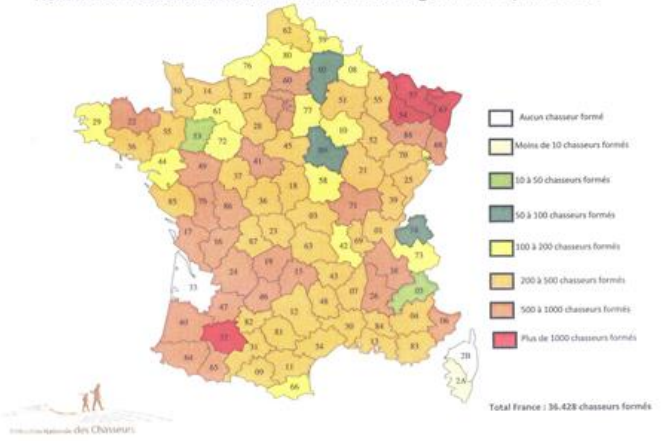


2) La formation hygiène alimentaire de la venaison

- Tout gibier entrant dans le circuit commercial doit faire l'objet d'un examen de la venaison par une personne formée par la Fédération des chasseurs.
- 205 personnes formées en 10 formations.



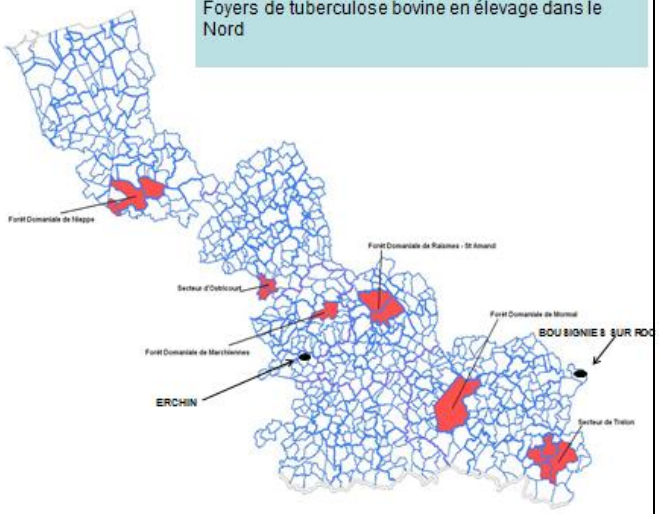
Nombre de chasseurs formés à l'examen initial du gibier au 1er juillet 2011



3) La surveillance de la tuberculose bovine.

Les personnes formées à l'examen initial du gibier sont aussi à la base du dispositif SYLVATUB.

Foyers de tuberculose bovine en élevage dans le Nord



o **E.L.I.Z.** o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com

4) Participation à la sérothèque nationale

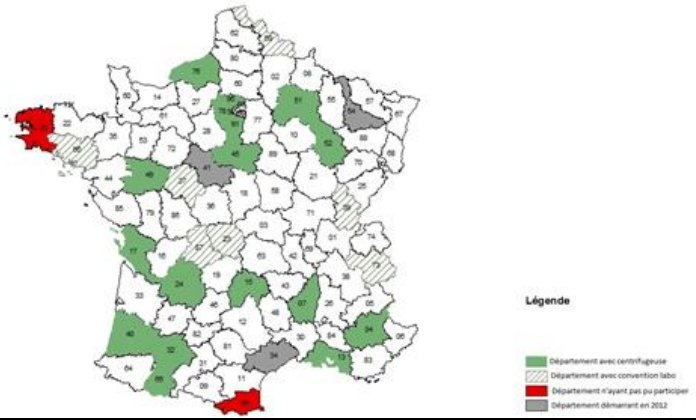
Annuellement, environ 150 sérums et 150 rates sont conservés en sérothèque au Laboratoire Départemental Public.

Sérothèque nationale

EVOLUTION PAR ESPECE SUR 3 ANS

Espèce	Sérums exploitables				Rates			
	2009-2010	2010-2011	2011-2012	Cumul 3 ans	2009-2010	2010-2011	2011-2012	Cumul 3 ans
Chevreuil	573	506	462	1541	524	495	447	1466
Cerf/biche	224	271	345	840	222	272	311	805
Sanglier	407	775	829	2011	445	684	812	1941
Chamois	45	66	86	197	53	89	86	228
Isard	40	26	24	90	42	27	26	95
Mouflon	15	13	15	46	15	13	14	45
Renard	25	135	235	401	15	133	26	174
Lièvre	47	55	57	159	23	55	45	123
Lapin	4	5	12	24	3	5	2	13
Ragondin	1	23	20	44	2	24	54	80
Castor	1	0	0	1	0	0	0	0
Fouine	0	1	0	1	0	1	0	1
Blaireaux	0	0	65	65	0	0	118	118
Vison d'Amérique	0	0	5	5	0	0	0	0
Total	1388	1883	2155	5429	1347	1802	1941	5090

SEROTHEQUE : PARTICIPATION 2011

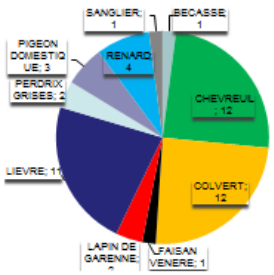


5) La Fédération et le réseau SAGIR

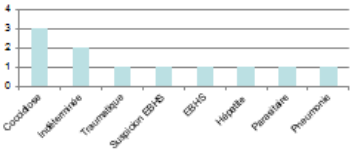
- C'est un réseau de surveillance sanitaire nationale de la faune sauvage créé en 1986 par L'ONCFS.
- Chaque année entre 30 et 50 interventions du réseau dans le département.
- Les analyses réalisées au Laboratoire Départemental Public permettent de déterminer les causes de la mort des animaux.

Evolution du nombre d'interventions du réseau dans le Nord depuis 2003

Répartition par espèce des cadavres d'animaux analysés dans le cadre du réseau SAGIR au cours de l'année 2012 dans le département du Nord (34 dossiers).



Causes probables de la mort des lièvres analysés au cours de l'année 2012 dans le département du Nord

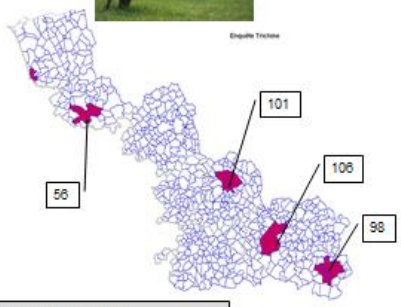


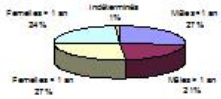
o **E.L.I.Z.** o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com

6) Le département du Nord et le programme trichine.

- Etude réalisée dans 5 départements au cours de la saison 2009-2010.
- Objectif du programme : dépister la présence de trichinellose chez le sanglier et le renard (bonnes sentinelles de la présence de trichine dans la faune sauvage) afin d'apporter des éléments épidémiologiques sur les risques de contamination des élevages porcins par la faune sauvage.

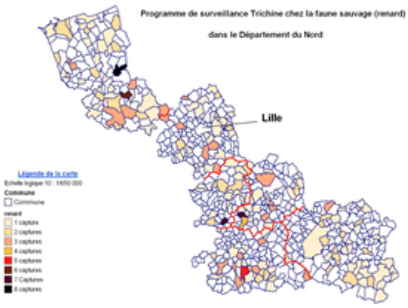
Bilan des prélèvements sanglier

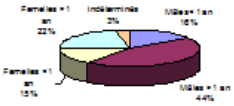




361 prélèvements musculaires

Bilan des prélèvements renard





301 prélèvements

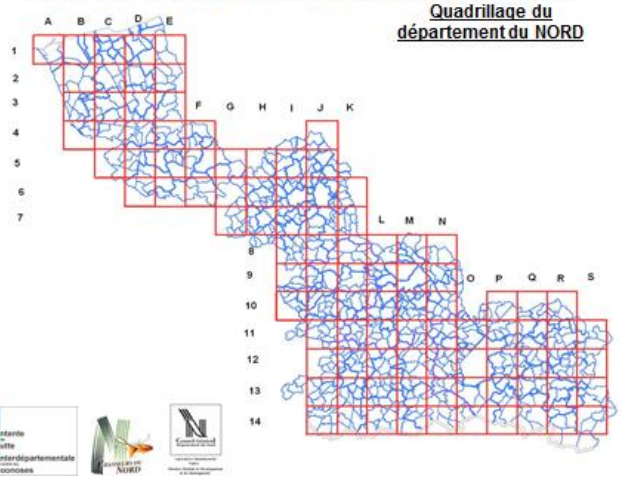
Résultats trichinellose

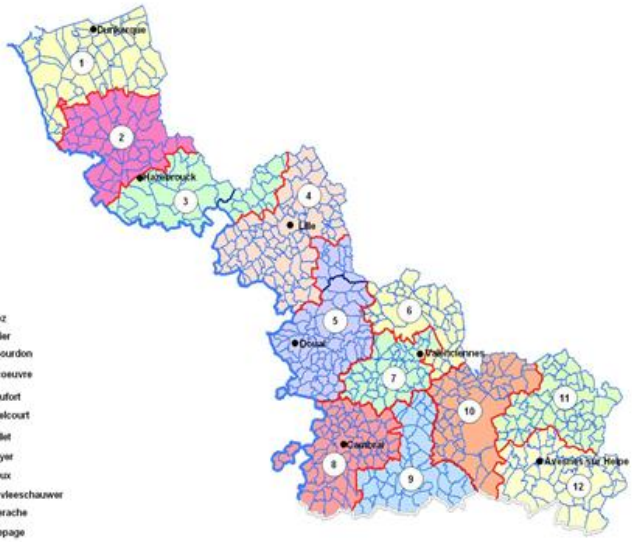
- Toutes les analyses sont négatives chez le sanglier et le renard.

L'échinococcose alvéolaire

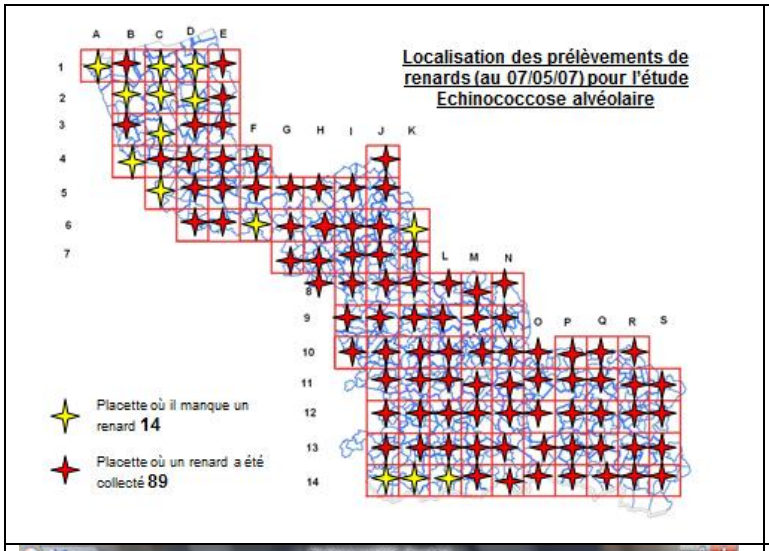
Organisation de la Fédération pour la collecte des prélèvements.

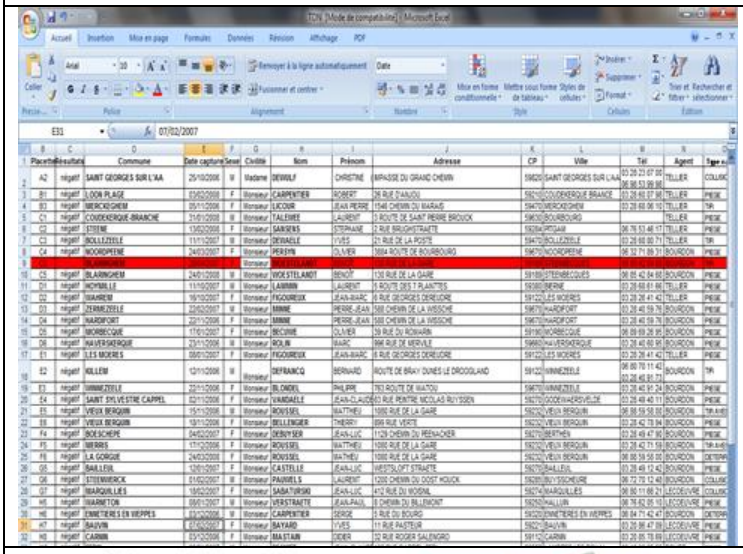
Quadrillage du département du NORD

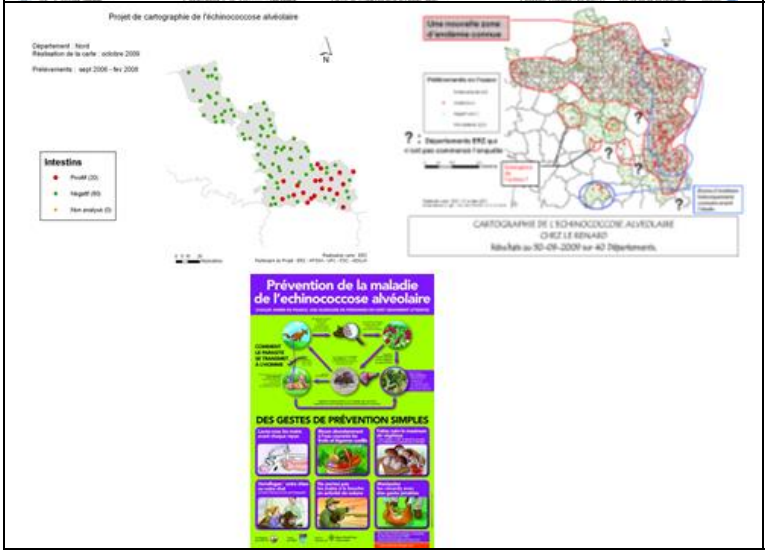




o **E.L.I.Z.** o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com







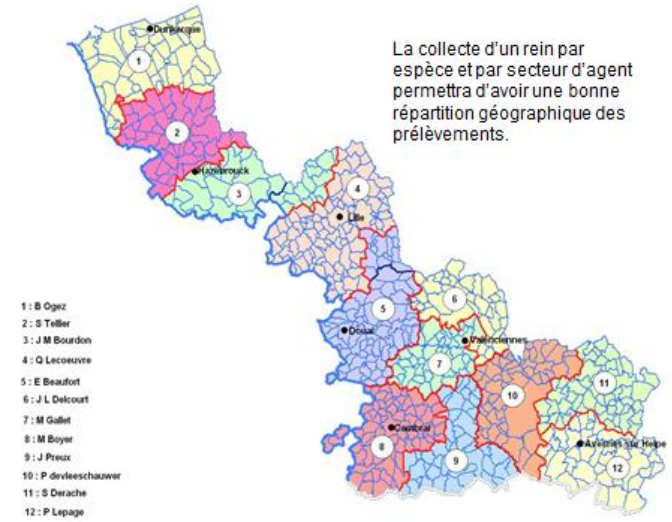
o **E.L.I.Z.** o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com

Projet Leptospirose « grande échelle »

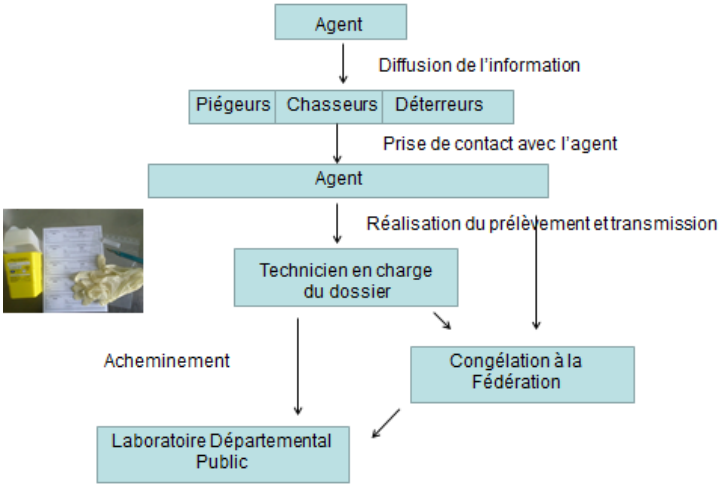
Echantillonnage selon opportunité – espèce spéciale

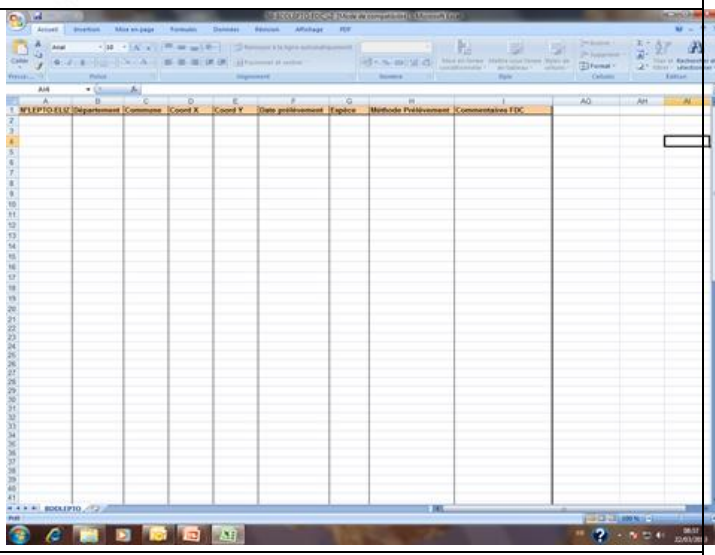
61 reins d'espèces spéciales

Chat haret, blaireau, belette, hermine, putois, chien viverrin, raton-laveur, chat forestier, vison, castor, hérisson



Organisation de la Fédération pour la collecte des prélèvements.





Prélèvements réalisés par espèce au 02/04/13

Espèces	Nombre de reins collectés
Sanglier	10
Cerf	10
Chevreuil	10
Chat	2
Lièvre	2
Renard	2
Lapin de garenne	2
Putois	2

Diffusion de l'information

Monsieur BOLMONT : merci monsieur COLLIN. Rapidement, avez-vous quelques questions à poser à monsieur COLLIN le temps que monsieur GUILLOTIN s'installe.

Monsieur ANCEAU : je voudrais avoir une information sur la tuberculose, tu as cité les deux points de tuberculose, est-ce qu'on connait les provenances ? Est-ce qu'il y a un manque de vaccination ou autre…

Monsieur COLLIN : je pense que je vais donner la parole à la DDPP, à l'échelon national aujourd'hui, l'implication de la faune sauvage nous avons dans les comités de pilotage, nous fixons le niveau 1, niveau 2, niveau 3. Vous avez un gros cas de tuberculose dans un parc de chasse sur la montagne de Reims qui a fait grand bruit.

o **E.L.I.Z.** o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com

Il est clair aujourd'hui qu'on est conscient de tout ça, on sait plus ou moins avec les types de bacilles tuberculeux d'où ça vient mais il y a le traitement des animaux domestiques et aujourd'hui le niveau 1, le niveau 2 et le niveau 3, c'est-à-dire la gradation dans les mesures à prendre sur la faune sauvage sont décidées à l'échelon national sous le couvert d'ailleurs du Ministère de l'Agriculture, mais je vais peut-être passer la parole à madame BELICHON de la DDPP.

Madame BELICHON : pour apporter quelques informations sur les investigations qui ont été conduites autour de ces foyers donc vous savez que la tuberculose est une maladie très lente, très discrète et quand on la découvre dans un foyer, elle est peut-être là depuis dix ans. On mène une enquête aussi bien qu'on peut mais ce n'est pas forcément évident de retracer tous les contacts possibles. On a cherché autour des deux foyers tous les animaux qui étaient entrés dans ces cheptels, c'est assez facile pour les bovins puisqu'on a une excellente traçabilité. On a cherché aussi le voisinage de pâturage sur les dernières années parce qu'on a beau bien faire avec des éleveurs qui connaissent bien leurs voisins et leurs pâturages, au-delà de quatre cinq ans, les informations deviennent imprécises. Et donc dans tous ces cheptels en lien épidémiologique, des investigations ont été conduites pour voir si la tuberculose était présente. Toutes les investigations conduites ont été négatives, on n'a pas trouvé de cheptel en lien épidémiologique avec ces deux foyers.
L'autre source d'information qu'on a pu avoir, c'est le typage des souches de tuberculose puisqu'au niveau des souches on peut les identifier de manière assez fine. Ces informations-là nous ont permis de savoir que sur l'un des deux foyers on était sur des souches qui ont historiquement été trouvées dans le Nord, dans l'Aisne, en Normandie donc des souches qui sont locales.
Pour l'autre foyer on a une souche qui a été trouvée cette fois-ci pour la première fois en France, ce qui ne veut pas dire qu'elle n'est pas préexistante, qu'elle n'a pas existé ailleurs en France, elle a des souches voisines qui existent notamment dans le grand Ouest et les souches évoluent de proche en proche donc c'est peut-être une souche du grand Ouest qui a évolué et qui s'est installée ici par un chemin que l'on n'a pas identifié et que très probablement on ne trouvera pas.

Monsieur BOLMONT : merci madame. Monsieur DAVID rapidement et après monsieur GUILLOTIN interviendra.

Monsieur DAVID : je suis complètement d'accord que la tuberculose est une maladie lente et qui peut des fois sourdre depuis un moment dans un élevage sans en être forcément alerté par un abattage ou bien par une tuberculination lors d'une vente. Je suis moins d'accord à dire que ça reste une maladie lente, j'ai commencé à travailler en 1972 et le cheptel français bovin était contaminé de façon très importante, du moins dans mon département, il y en avait beaucoup et on se trompait dans l'expression de la maladie parce qu'on avait ces fameuses vaches pourries de tuberculose qui ne réagissaient plus à la tuberculination.
Aujourd'hui la tuberculose quand elle survient dans une exploitation, dans un cheptel bovin elle atteint des animaux jeunes, d'abord les paysans gardent beaucoup moins longtemps leurs vaches qu'autrefois, des animaux jeunes qui réagissent facilement. Ça veut dire quand même qu'on est alerté rapidement lorsque la tuberculose survient dans un élevage bovin, moi c'est ce que je remarquais, lorsque j'étais en exercice puisque je suis à la retraite depuis trois jours.

Madame BELICHON : en deux mots, il n'y a plus de dépistage en routine dans les cheptels allaitants et dans une partie des cheptels laitiers. Ce dépistage qui aurait peut-être pu permettre un dépistage un peu plus précoce n'est plus fait en France parce quand il est fait, il remonte essentiellement des faux positifs qui sont des infections par des mycobactéries atypiques qui sont extrêmement onéreuses à investiguer pour chaque cas. Donc, oui on aurait pu les détecter un peu plus vite mais si on les détecte juste par un passage à l'abattoir il est tout à fait probable qu'un cheptel puisse être infecté pendant dix ans sans être détecté.

Monsieur BOLMONT : merci, vu qu'on n'a plus beaucoup de temps on passe à monsieur GUILLOTIN directement.

Monsieur GUILLOTIN : *(Le diaporama correspondant est situé à la fin de l'exposé).* Vous m'avez demandé de présenter des généralités sur les structures des laboratoires et des interventions des laboratoires dans la faune sauvage. Dans un premier temps je vous présenterai les données qu'on peut avoir au niveau national sur les laboratoires départementaux, pourquoi une surveillance de la faune sauvage, quel en est l'intérêt, l'intervention des LVD et plus précisément, à tout seigneur tout honneur, l'intervention des LVD dans les travaux de l'ELIZ.
En ce qui concerne les domaines d'activités des laboratoires départementaux, le socle demeure pour tous les laboratoires la santé animale. Je vous présenterai un histogramme, dans une moindre mesure hygiène alimentaire. La santé animale englobe l'autopsie, la parasitologie, la bactériologie parfois la virologie mais pour cultiver des virus ce n'est pas facile, ça concerne aussi, et de plus en plus, la biologie moléculaire, on en reparlera, c'est-à-dire au lieu de cultiver une mycobactérie, c'est très long à cultiver, un virus c'est très difficile à cultiver, on va les multiplier, chercher son identité génétique en la multipliant pour simplifier.

En hygiène alimentaire on fait de la microbiologie, la salubrité des aliments et ici dans ce département comme douze ou treize en France, on a une particularité on est spécialisé en chimie, on recherche les substances interdites, le dopage des sportifs, recherches d'anabolisants sur les bovins, recherche de résidus médicamenteux.

o **E.L.I.Z.** o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com

Quand un vétérinaire prescrit ou quand un éleveur auto-prescrit il utilise des antibiotiques, il y a des délais d'attente à respecter et il y a des plans de surveillance, des plans de contrôle qui sont mis en place par la DGAL et dans lesquels on contrôle la conformité des substances.
Dans le département on a une particularité aussi, un historique industriel de pollution avec une recherche de métaux lourds, il y avait une usine dont je tairai le nom qui est fermée maintenant mais qui a pas mal pollué le secteur en plomb et cadmium, voilà pour les domaines d'intervention.
En hygiène alimentaire, sachez que dans d'autres départements comme le Pas-de-Calais, vous avez mis en place des systèmes de contrôle et d'audit dans les restaurations des collèges.
Autre domaine maintenant qui est plus difficile, c'est l'hydrologie, ici on n'en fait pas dans notre département, c'est un secteur qui est passé dans le concurrentiel avec la mise en place d'appel d'offre par les ARS. Certains gros laboratoires ont des unités de recherche et développement.
Et enfin il y a des activités spécifiques, l'œnologie, et certains laboratoires font les végétaux aussi. Il y a tout un tas de particularités régionales et historiques. En ce qui concerne les secteurs d'activité voilà la répartition, le socle demeure quand même la santé animale. C'est une enquête qui a été faite fin 2011, qui a été mise en place par l'association des cadres directeurs de laboratoires départementaux, il y a eu soixante réponses, trente qui étaient réellement exploitables mais ça donne une idée quand même du type d'activité. Vous voyez que l'activité majoritaire ça reste la santé animale. Parmi ces types d'activités, il y en a qui sont soumises à réglementation, les vétérinaires dans la salle connaissent ça, c'est-à-dire qu'il y a des maladies qui sont soumises à réglementation pour lesquelles il y a des dépistages automatiques, ça représente la majorité de notre activité, soit 41%, 23% ce sont des activités de proximité, et 36% peuvent être considérés comme entrant dans le domaine du concurrentiel.

La taille des laboratoires est tout à fait variable, il y en a des petits, des moyens et des gros laboratoires, par exemple on peut considérer que moins de 1 000m^2 c'est du laboratoire de petite taille, il y en a quelques-uns, dans l'Ariège je crois, dans des départements où il y a une faible densité de population donc avec faible activité en hygiène alimentaire ou soit faible production animale. Vous vous doutez bien que les laboratoires de grande taille se situent plutôt dans le grand Ouest de la France, à partir du Calvados par exemple, tous les laboratoires bretons tournent à un effectif minimal de plus de cent personnes avec des tailles supérieures à 5 000m^2. En ce qui concerne le personnel, c'est pareil vous avez une grande variabilité, vous voyez ce sont des équivalents temps plein, on retrouve des laboratoires avec un très faible effectif et des laboratoires dans lesquels il y a plus de 90 agents toujours dans le grand Ouest de la France. à titre informatif ici les laboratoires de la région tournent entre 30 et 40 équivalents temps plein avec un niveau de qualification qui est relativement important, puisque 13% de l'effectif est qualifié à bac+5.
Là vous avez une cartographie des laboratoires tout au moins pour ceux qui ont répondu. Vous avez des laboratoires qui ont changé de statut, en vert ce sont ceux qui ont gardé leur statut public et en jaune ceux qui, pour des raisons x ou y, sont passés sur statut privé. Vous avez des laboratoires qui sont équipés de salles de niveau de confinement élevé, c'est-à-dire par exemple que le virus de la peste porcine, vous ne le manipulez pas sur une paillasse comme ça, il faut des systèmes de dépression, de filtration, de traitement, etc ; (ça c'est repéré par le triangle rouge) et vous avez aussi quelques laboratoires qui sont équipés de salles d'autopsie de grands animaux, ce qui ne veut pas dire par exemple dans notre situation ce n'est pas le cas, mais on est capable d'accueillir des animaux de 100 à 150kg, on a une petite salle d'autopsie. En faune sauvage plus de 150kg, il n'y a pas grand-chose quand même, ici on ne chasse pas tellement l'éléphant ou le rhinocéros.
Il y a eu une évolution dans certains départements. Il y a eu la fermeture de laboratoires par exemple dans le département de l'Oise qui était un département positionné en hydrologie, il faisait 90% de son activité en hydrologie, avec le passage des appels d'offre ARS, ce laboratoire a été fermé l'activité santé animale a été transférée sur le laboratoire de la Somme. Il y a certains départements dans lesquels il y a eu des arrêts de domaine d'activité, il y a des structures juridiques qui sont en train d'évoluer et il y a eu quelques délégations je pense à la Meuse, à la Moselle et l'Allier qui sont passés en DSP auprès de structure privée.

Les évolutions : malgré tout une activité, sur ces quinze dernières années, en croissance avec une intervention lors des crises sanitaires successives, vache folle, influenza, fièvre catarrhale ovine, le schmallenberg et les lasagnes aussi où on est intervenu, certains collègues ont fait du génotypage savoir si c'était du cheval, du dromadaire ou je ne sais quoi dans vos lasagnes. On est intervenu aussi sur la recherche de résidus médicamenteux qui sont interdits sur les chevaux à la consommation on est intervenu dans ce domaine-là aussi. La recherche de trichines aussi parce que quand vous mettez de la viande de cheval on pense à trichine.
Les évolutions actuelles et futures, bien sûr on est tributaire de l'acte 3 de la décentralisation mais aussi de la loi de l'avenir agricole, il y a un groupe de travail qui a été mis en place au sein de l'ADF qui est présidé par monsieur Pierre MAILLE qui est président du Conseil Général du Finistère. Il y a des rapprochements qui sont en cours ou en réflexion je pense par exemple, puisque le Calvados est présent, entre l'Orne, le Calvados et la Manche.
Il y a des hypothèses qui sont émises, il y en a une qui est sortie il n'y a pas très longtemps qui émane du conseil général de l'agriculture, de l'alimentation et des espaces ruraux, qui est la mise en place d'un établissement public de la sûreté sanitaire de l'alimentation. Si vous voulez dans ces parties-là vous avez toujours une partie évaluation de risques qui est assurée actuellement par l'ANSES et vous avez une partie gestion de risques qui est assurée par les services de l'Etat et nous en tant que laboratoires, on intervient comme outil de cette gestion de risques.

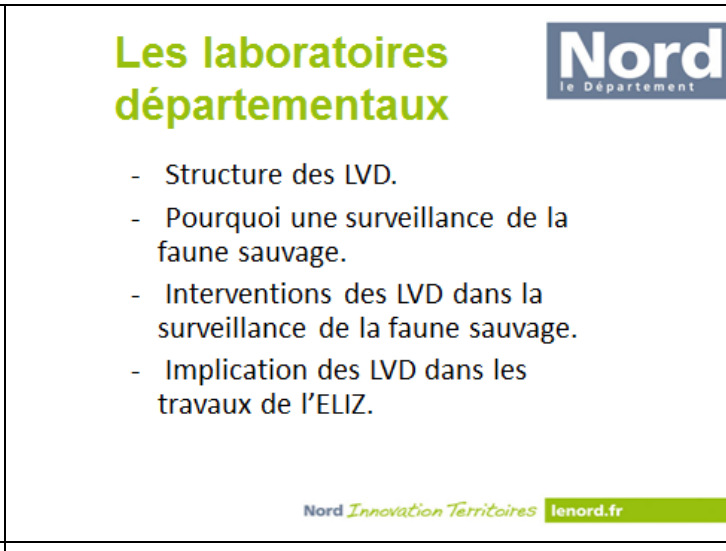
o **E.L.I.Z.** o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com

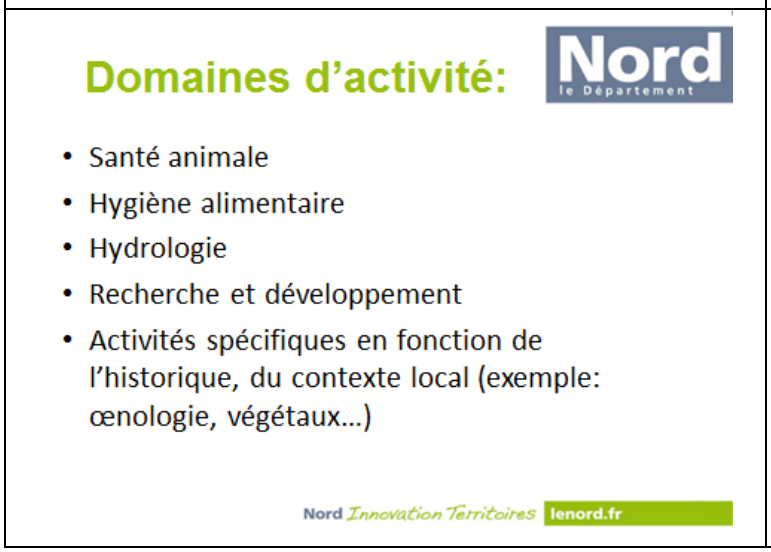
Très rapidement, pourquoi une surveillance de la faune sauvage ? je ne vais pas énumérer, monsieur COLLIN en a parlé, il y a des maladies qui sont communes au bétail et à la faune sauvage, il y a des zoonoses, des maladies de la faune sauvage qui sont transmissibles à l'homme, il y en a qui sont les deux et la faune sauvage est aussi un très bon indicateur, très bon révélateur de la « santé de l'environnement ». L'intérêt est aussi la préservation, monsieur COLLIN en a parlé, du patrimoine faune sauvage.
Un petit exemple sur les maladies communes faune sauvage / bétail, un porc et un sanglier c'est le même, pour preuve ça croise, si vous allez en Corse vous ne savez plus bien ce que c'est, si c'est un porc ou un sanglier. Les maladies sont strictement communes entre ces deux espèces, les conditions d'élevage sont totalement différentes bien sûr mais les maladies sont identiques. Vous pouvez avoir des transmissions du sanglier au porc ça marche très bien, la voie vénérienne, un sanglier est prêt à franchir tous les obstacles pour aller saillir une truie, donc vous avez la maladie d'Aujeszky, la brucellose qui heureusement chez nous n'est pas une zoonose c'est du type 2, ça peut être par contact, ça peut être la peste porcine africaine, la peste porcine classique, par vecteurs, par des tiques, par voie alimentaire : Le chasseur qui ramène des déchets en les donnant aux porcs et autre. Par le lièvre par exemple brucella suisse. Sachez qu'en France on a la maladie d'Aujeszky, dans le département, on en a sur les sangliers, ça a coûté une fortune à éradiquer en élevage de porcs, et si on perdait le statut indemne de maladie d'Aujeszky pour ces élevages ça serait dramatique pour la filière. La PPC (peste porcine classique) il y en a eu dans le massif des Vosges, d'ailleurs le dernier cas de peste porcine classique remonte à 2002 et c'était dans ce secteur-là, si on a la peste c'est un drame économiquement.
La peste porcine africaine heureusement on n'en a pas parce que c'est une maladie qui tue et au point de vue commercial serait catastrophique, mais pour autant il y en a actuellement en Russie, en Géorgie, en Ukraine et c'est remonté vers le nord de la Russie donc on n'est pas à l'abri de tout ça.
Autrement brucella suisse il y en a bien sûr sur les sangliers. Le gros risque c'est pour les élevages plein air. Je ne vais pas vous faire la FCO (fièvre catarrhale ovine) on ne va pas avoir le temps, nous on a fait des enquêtes dans le département, vous avez des belles lésions de FCO, ça ne tue pas tellement mais ça entraine des baisses de production très importantes, c'est transmis par un petit insecte, un petit culicoïde, ça pique pas mal de bestioles, des vaches mais aussi des cerfs.
On ne savait pas très bien au départ quand c'est arrivé et on s'est rendu compte sur ces enquêtes-là par exemple que le chevreuil était très peu réceptif à la FCO, par contre le cerf on en a trouvé qui étaient porteurs de cette maladie, bien heureusement ils n'ont pas eu le rôle de réservoir ce qui fait que pour l'instant on n'a pas eu de cas de FCO.
Mais on s'est inquiété quand même du rôle de la FCO parce que bien souvent les éleveurs ont tendance à dire, c'est de bonne guerre, c'est la faune sauvage qui rend mon cheptel malade, c'est plutôt l'inverse ! Au départ ce sont les élevages qui contaminent la faune sauvage, bien heureusement et ensuite ça revient, la tuberculose c'est le cas.
Les zoonoses, transmission à l'homme par voie alimentaire c'est le cas de la trichinellose, l'hépatite E on en parle quelque peu dans le Sud de la France actuellement avec les figatelles corses ; par voie orale, par voie aérienne l'influenza, etc. Il y en a qui sont à la fois communes au bétail et zoonotiques, la tuberculose bovine, on en a parlé dans le département, bien heureusement pour l'instant on n'a pas de cas de tuberculose sur la faune sauvage, ça c'est important. Malheureusement il y a quelques départements en France où la situation est grave parce que c'est passé sur la faune sauvage, il y a eu le premier cas historique sur la forêt de Brotonne en Seine-Maritime, là c'est bon ça ne pose plus trop de problèmes, par contre en Côte d'Or, en Dordogne, en Charente maintenant ça pose problème et vous avez une contamination des cerfs qui est sensible. Dans une bien moindre mesure les chevreuils beaucoup plus rarement.
Par contre s'il y a une densité de sangliers importante vous pouvez avoir un rôle du sanglier en tant que réservoir uniquement si la densité est importante et beaucoup plus embêtant il y a eu des lésions, des isolements de cette tuberculose sur les blaireaux. Ça pose d'énormes problèmes d'où la mise en place de ce plan sylvatub.
Dernier exemple c'est la brucellose mais pas chez nous comme vous le voyez, on n'a pas d'abondance ici, un cas humain de brucellose à *brucella melitensis*, c'est la fièvre de Malte, à partir du reblochon donc remontée dans le cheptel, il s'avère que ces cheptels producteurs étaient positifs en brucellose, enquête sur la faune sauvage et il s'avère que les bouquetins espèce protégée, sont porteurs de *brucella suis* probablement à partir d'un foyer qui était situé il y a plus de dix ans dans un autre endroit du massif.

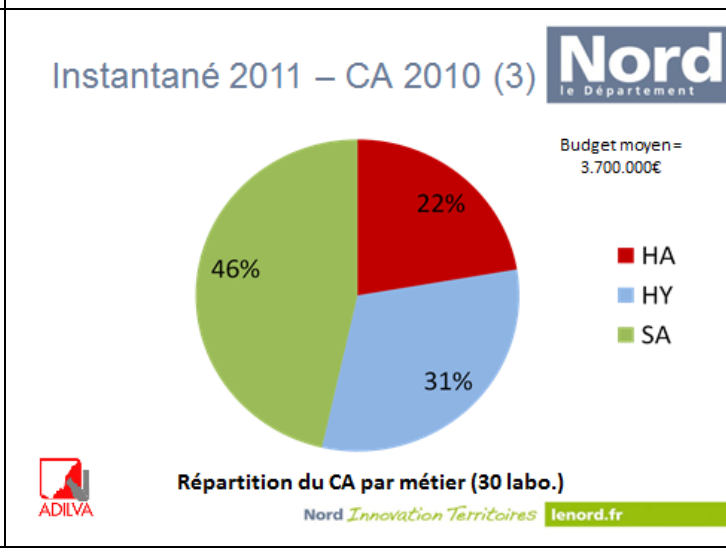
Indicateur révélateur, émergence, pollution, on intervient beaucoup, la faune sauvage est un bon indicateur de pollution, impact des produits phytosanitaires. Je vais passer pour gagner du temps sur Sagir parce que ça a déjà été abordé.
Sur la rage, donc je reviens sur ELIZ, notre intervention dans ELIZ, je vous rappelle l'historique, la France est indemne de rage depuis 2001, donc c'est quelque chose d'ancien, on intervenait pour faire des prélèvements en vue de la réalisation des diagnostics et des contrôles de vaccination. Ça a été efficace cette vaccination orale puisqu'il n'y a plus de cas de rage vulpine en France, ça c'est la situation en 1990 et là la situation actuelle. Ces cas en rouge, ce sont des cas importés de chiens qui viennent souvent d'Afrique du Nord. Par contre si la situation s'est nettement améliorée sur toute l'Europe de l'Ouest, vous voyez que ce n'est pas gagné pour autant puisqu'à partir du bas de la carte, à partir de l'Est des pays des Balkans, ça remonte vers l'Italie. Il y a eu des cas en Slovénie et un cas récemment en Slovaquie, donc méfiance ce n'est pas gagné, les italiens avaient eu du mal à maitriser la situation.
Deuxième domaine d'intervention c'est l'échinococcose avec les livraisons des cadavres de renards au laboratoire, les prélèvements d'intestins, notre rôle était de prélever les intestins et on mettait en surgélation à -80° de façon à tuer les échinocoques, ça nécessite de l'équipement quand même.

o **E.L.I.Z.** o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com

Et ensuite ça ne nécessitait pas de matériel extraordinaire : une bonne loupe binoculaire, des systèmes de filtre de décantation, je ne rentre pas dans le détail. Par contre ça nécessitait beaucoup de temps surtout quand c'était négatif parce qu'il fallait faire tous les segments de l'intestin, cinq segments, et ça nécessitait pour un prélèvement négatif 3 à 4 heures pour un seul renard.
Au fil du temps on s'est rendu compte en mettant en commun les données avec des collègues, et en travaillant avec l'ELIZ, en travaillant sur les segments S2 et S5 on avait une sensibilité qui était de 98 à 99%, ce qui était amplement suffisant et ce qui nous a fait gagner beaucoup de temps pour la suite.
Et enfin la leptospirose pour terminer, les leptospires sont observables sur microscope à fond noir, la culture est possible mais ce n'est pas du tout évident et surtout bien que vous en ayez dans l'environnement humide, les leptospires sont excessivement fragiles donc on est parti sur des techniques de biologie moléculaire. Je ne vais pas rentrer dans le détail, on va recevoir les reins, on va prélever des fragments de rein entre la corticale et la médulla, et on va passer ça en PCR. Je vais vous expliquer très rapidement ce qu'est la PCR : dans le matériel génétique vous avez une spécificité d'espèce, le propre de la vie c'est que le matériel génétique se multiplie bien, vous commencez par une cellule et vous terminez par x milliards de cellules. Ça, on peut réussir à le faire en éprouvette et donc on va multiplier des fragments spécifiques jusqu'à ce qu'on réussisse à les détecter.
En conclusion, je ne reviendrai pas sur l'importance de la surveillance de la faune sauvage, Les laboratoires représentent la mise à disposition d'outils de diagnostic de proximité parce qu'une salle d'autopsie de proximité c'est tout de même quelque chose d'important, transporter des lièvres avec la tularémie ce n'est pas terrible, mais aussi de compétences techniques locales, du moins je l'espère, et si on n'a pas les compétences on sait où orienter les demandes, vers quelles structures les orienter, et un point important aussi qui est comme toujours fondamental, c'est l'importance des relations humaines, pour qu'un système marche il faut que les relations humaines soient d'abord existantes et si possible très bonnes pour que ce soit efficace.

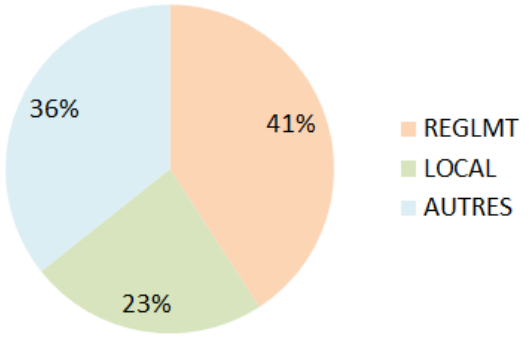






o **E.L.I.Z.** o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com

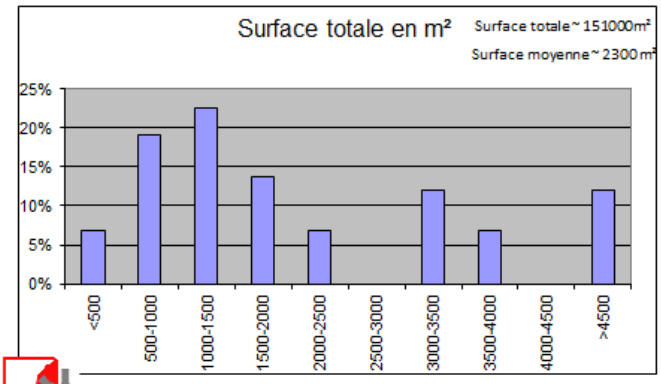
Instantané 2011 – CA 2010 (4)



Répartition du CA par type de demande (30 labos)

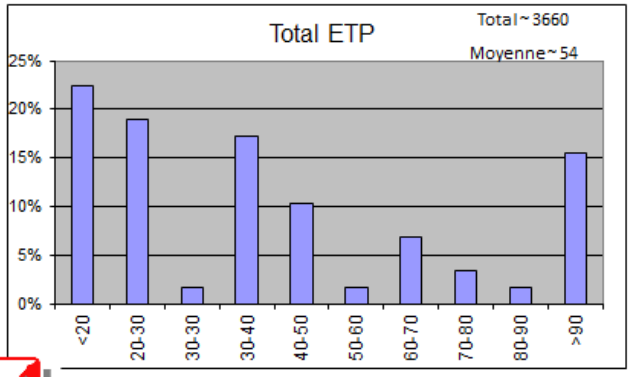
Nord Innovation Territoires lenord.fr

Locaux (1)

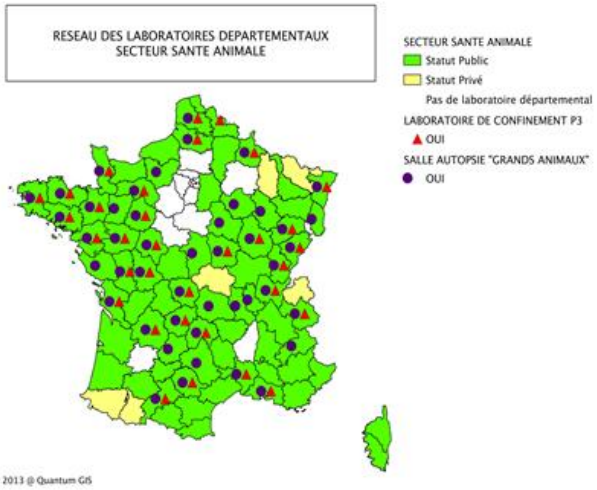


Nord Innovation Territoires lenord.fr

Personnel (1)



Nord Innovation Territoires lenord.fr



- Quelques gros laboratoires multi-compétents et techniquement diversifiés.
- Une majorité de structures moyennes.
- Quelques petites structures de proximité, officiant principalement en santé animale et parfois en hygiène alimentaire
- Évolution dans certains départements :
  - Fermetures de laboratoires
  - Arrêts de domaines d'activités
  - Des structures juridiques nouvelles
  - Délégations auprès de structures privées

Nord Innovation Territoires lenord.fr

Evolutions:

- Evolutions sur 15 ans
  - Une activité en croissance
  - Une intervention lors des crises sanitaires successives:
    . ESB
    . I.A.
    . FCO
    . Schmallenberg
    . « lasagnes »

Nord Innovation Territoires lenord.fr

o **E.L.I.Z.** o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com

Evolutions actuelles et futures

- Acte III de la décentralisation
- Loi d'avenir agricole
- GT ADF (P.MAILLE)
- Rapprochements en cours/ réflexion
- Mise en place d'un établissement public de la sûreté sanitaire de l'alimentation?

Nord Innovation Territoires lenord.fr

Pourquoi une surveillance de la faune sauvage.

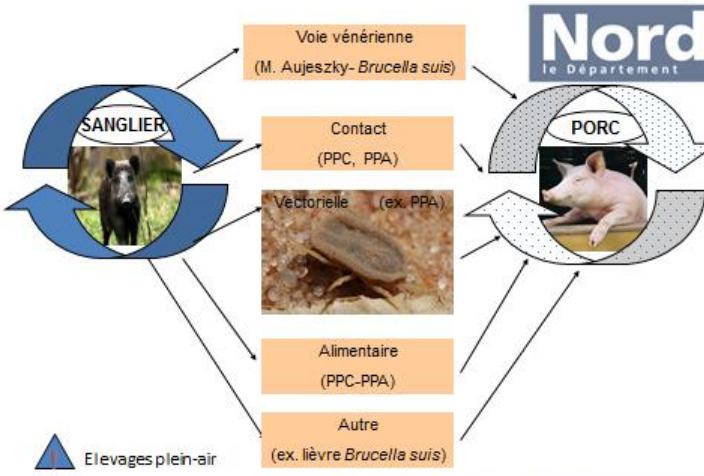
- Maladies communes au bétail et à la faune sauvage.
- Zoonoses.
- Maladies communes au bétail et à la faune sauvage et zoonotiques.
- Indicateur/ révélateur.
- « Santé de l'environnement »/ Patrimoine faune sauvage.

Nord Innovation Territoires lenord.fr

Maladies communes au bétail et à la faune sauvage. *Exemples*

Sus scrofa X ***Sus scrofa domesticus***

Territoires lenord.fr



Nord Innovation Territoires lenord.fr

Maladies communes au bétail et à la faune sauvage.

FCO.

Les zoonoses

Transmission à l'homme par voie:

- Alimentaire (trichinellose, Hépatite E…)

- Autres: orale (échinococcose), aérienne/ conjonctivale (I.A.), transcutanée (tularémie, leptospirose…)

Nord Innovation Territoires lenord.fr

o **E.L.I.Z.** o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com

Maladies communes au bétail et à la faune sauvage et zoonotiques.

Tuberculose bovine

Maladies communes au bétail et à la faune sauvage et zoonotiques.

- Brucellose

Nord Innovation Territoires lenord.fr

Indicateur/ révélateur.

- Emergences (Influenza)
- Pollutions
- Impact des produits phytosanitaires

Interventions des LVD dans la surveillance de la faune sauvage.

- ELIZ
- SAGIR (ONCFS)
- (Plans locaux)
- (Sylvatub)
- (Convention F.N.C.)

Nord Innovation Territoires lenord.fr

SAGIR: réseau de surveillance épidémiologique des oiseaux et des mammifères sauvages terrestres en France.

- 1- détecter précocement l'apparition de maladies nouvelles pour la faune sauvage ;
- 2- surveiller les effets aigus non intentionnels de l'utilisation agricole des produits phytopharmaceutiques sur les oiseaux et mammifères sauvages ;
- 3- caractériser dans le temps et dans l'espace les maladies des oiseaux et des mammifères sauvages à enjeu pour la santé des populations

Nord Innovation Territoires lenord.fr

SAGIR

Nord Innovation Territoires lenord.fr

o **E.L.I.Z.** o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com

Implication des LVD dans les travaux de l'ELIZ.

- Rage
- Echinococcose
- Leptospirose

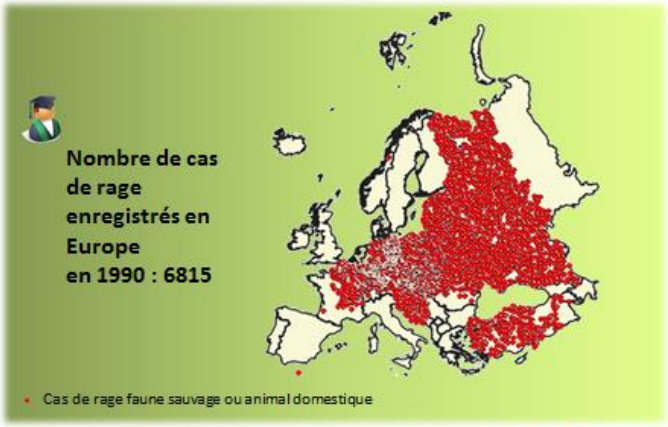
Nord Innovation Territoires lenord.fr

Rage

- Prélèvements en vue de la réalisation des diagnostics et des contrôles de vaccination par voie orale des renards.
- Plus de cas de rage vulpine depuis 1998

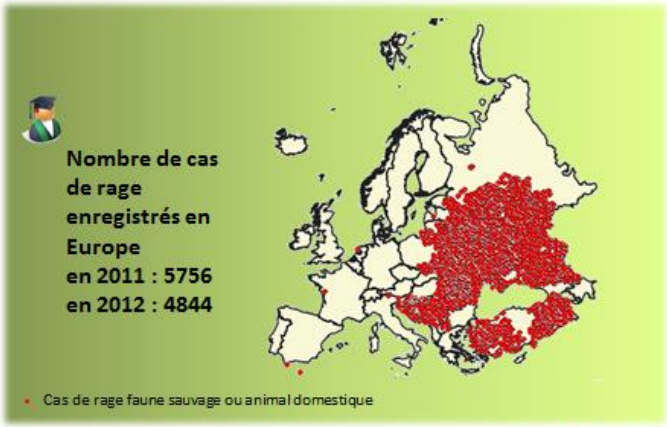
Nord Innovation Territoires lenord.fr

SITUATION ÉPIDÉMIOLOGIQUE DE LA RAGE EN EUROPE – 1990



Sources : Rabies Bulletin Europe

SITUATION ÉPIDÉMIOLOGIQUE DE LA RAGE EN EUROPE – 2011-2012



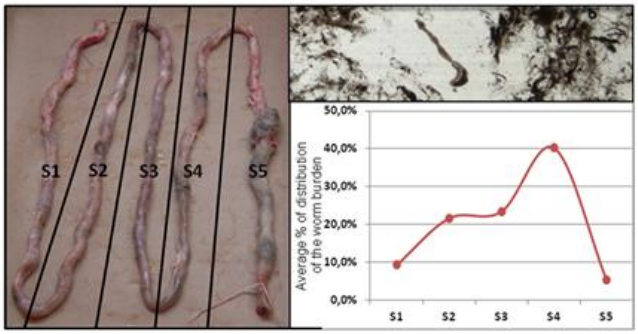
Sources : Rabies Bulletin Europe

Echinococcose.

Nord Innovation Territoires lenord.fr

o **E.L.I.Z.** o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com

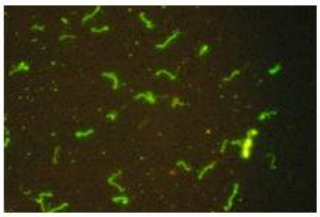
Nord Innovation Territoires lenord.fr



Nord Innovation Territoires lenord.fr

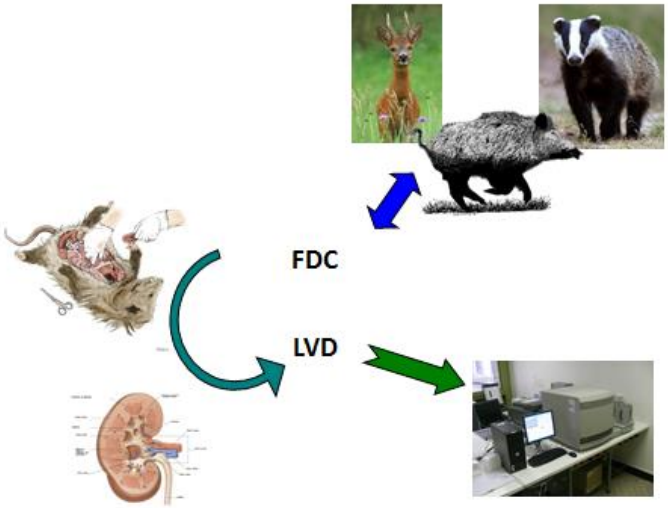
Leptospirose.

- « Observation ».
- Culture possible.

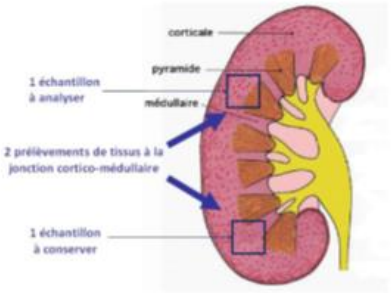


- Mais très grande fragilité
- → Techniques de biologie moléculaire.

Nord Innovation Territoires lenord.fr



Leptospirose.

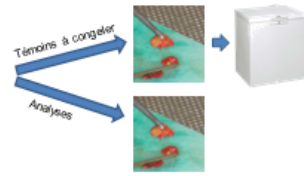


Nord Innovation Territoires lenord.fr

Phase opérationnelle

-screening PCR (LVD)

Analyse (par lots de 50 échantillons reçus)



- Extraction ADN avec colonne Qiagen
- SCREENING PCR avec PathoLept® (Cf. notice)

Détection ADN de lepto pathogene sans reconnaissance de l'espece

positif

négatif

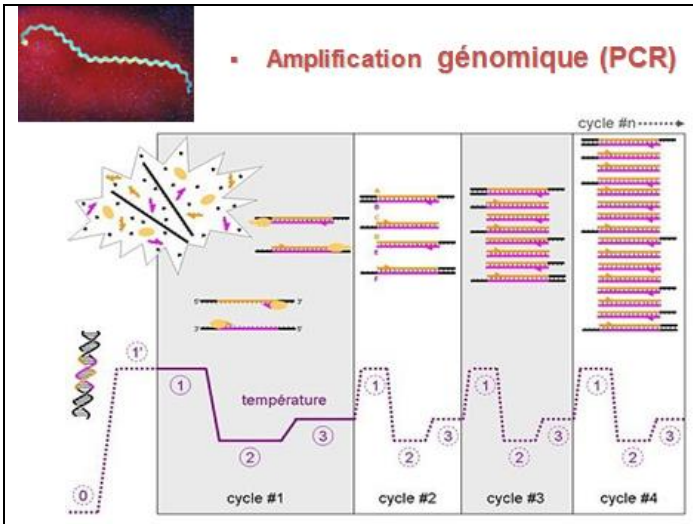
Envoi de l'extrait d'ADN à VetAgroSup

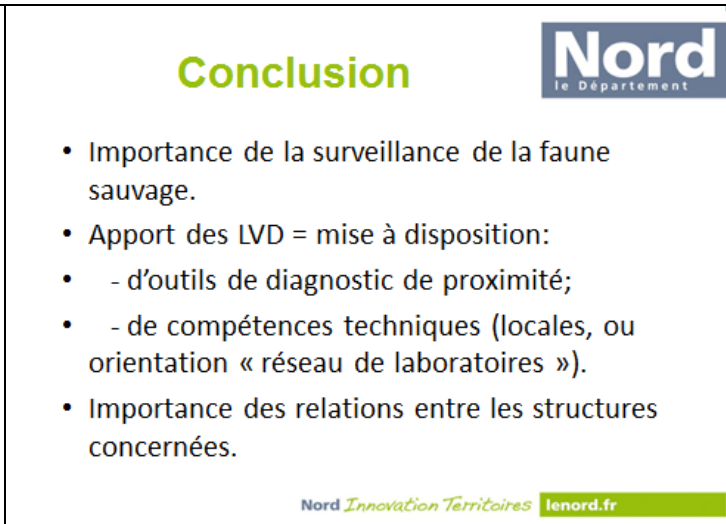
rapide et groupé en respectant la chaine du froid, joindre le N° LABO+Ct

Matériel non infectieux, un transporteur normal est suffisant

Remplir la base de données, faire suivre les résultats à l'ELIZ

o **E.L.I.Z.** o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com





Monsieur BOLMONT : merci monsieur GUILLOTIN. C'est à vous Vincent.

Monsieur RATON : *(Le diaporama correspondant est situé à la fin de l'exposé).* C'est juste pour faire un petit point sur l'étude leptospirose. Je ne la représente pas mais dire où on en est. Le terrain d'étude c'est le territoire de l'Entente, voilà actuellement les départements qui participent, Il y en a 23, 4 départements sont en avis favorable et devraient participer et les autres qu'on relancera cette année pour les faire participer à l'étude. Comme ça a été vu, la fédération collecte les reins. En mars on en était à 660 reins récoltés, donc ça commence bien. Il y a deux types d'espèces sur lesquelles on travaille, les espèces classiques donc ce seront des espèces prélevées dans tous les départements avec déjà 66 cerfs, 97 chevreuils, etc je passe le détail. Et puis les autres espèces qui sont un peu plus spéciales. Ce sont tous les mammifères hors ragondin, rat musqué, micromammifère et chiroptère.

Tous ces mammifères sont intéressants pour l'étude et là c'est selon les opportunités qu'il y aura dans chaque département. Vous voyez qu'il y a déjà des blaireaux, putois, belettes, hermines, ratons laveurs, etc, il y a même déjà un lynx. On va pouvoir vraiment récolter beaucoup d'espèces et ce sera extrêmement intéressant. Les kits PathoLept®, les kits qui vont servir pour les analyses dans les laboratoires, viennent d'être produits et livrés aux laboratoires qui les souhaitaient pour un premier screening, ça c'est en cours. Les échantillons positifs seront envoyés à VetAgroSup qui eux feront d'autres analyses génétiques plus poussées. Ce sera une fois que les premières analyses auront été faites dans les laboratoires. L'ELIZ centralise le tout. Au niveau du planning, ça a commencé à l'automne 2012 et ça devrait se finir au printemps 2014 pour la collecte des reins, les laboratoires feront les analyses durant l'été pour les dernières et les dernières analyses pendant l'été 2014 à VetAgroSup pour avoir les résultats fin 2014. Il reste encore un an pour faire les prélèvements de reins donc il n'est pas trop tard pour qu'on fasse adhérer de nouveaux départements à ce projet.

o **E.L.I.Z.** o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com

Projet leptospirose

- Etat d'avancement des travaux -

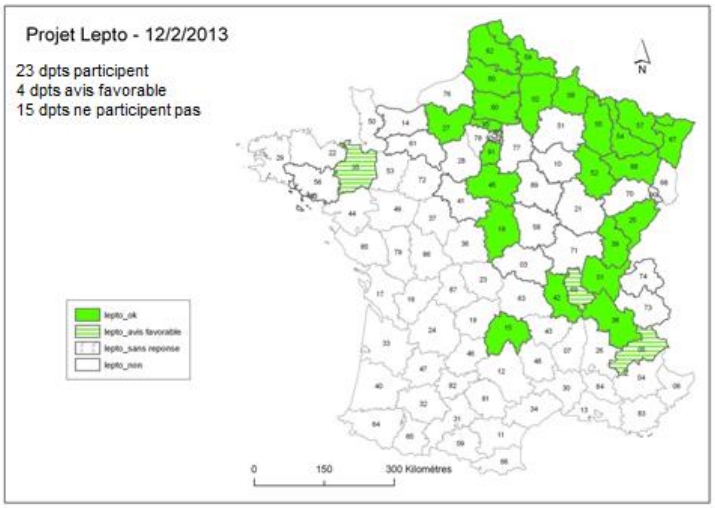
VetAgro Sup

Laboratoires Départementaux

CA de l'ELIZ – 3 avril 2013 à Lille

Terrain d'étude

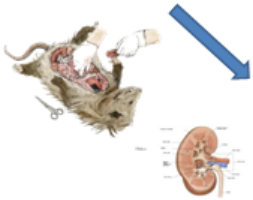
Terrain d'étude



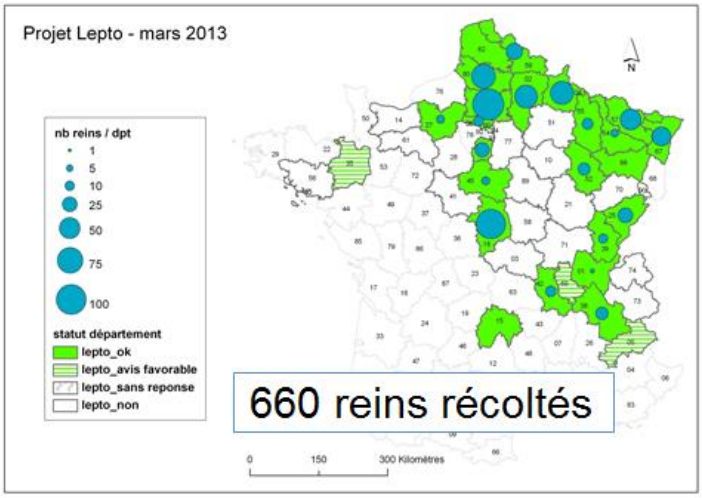
Phase opérationnelle

- Collecte des reins (FDC)

FDC



Projet Leptospirose « grande échelle »

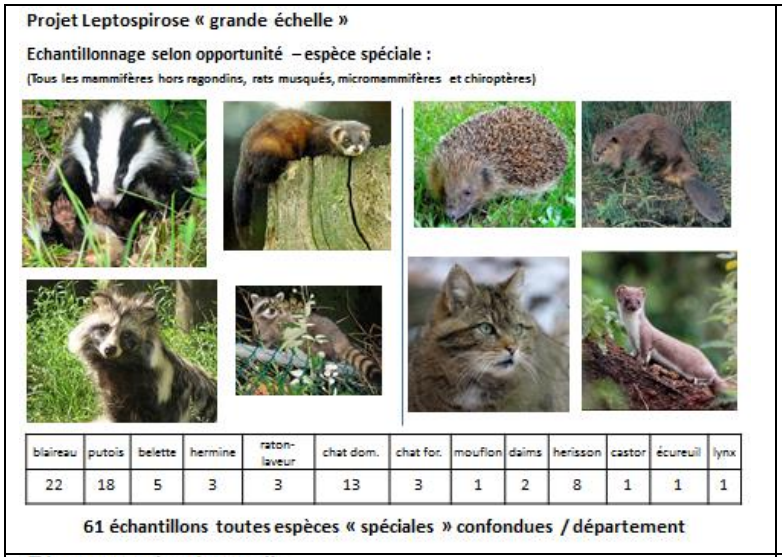


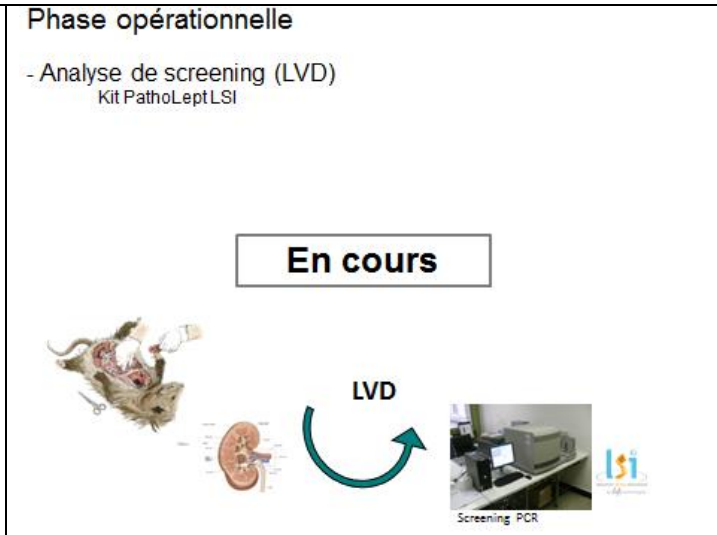
Projet Leptospirose « grande échelle »

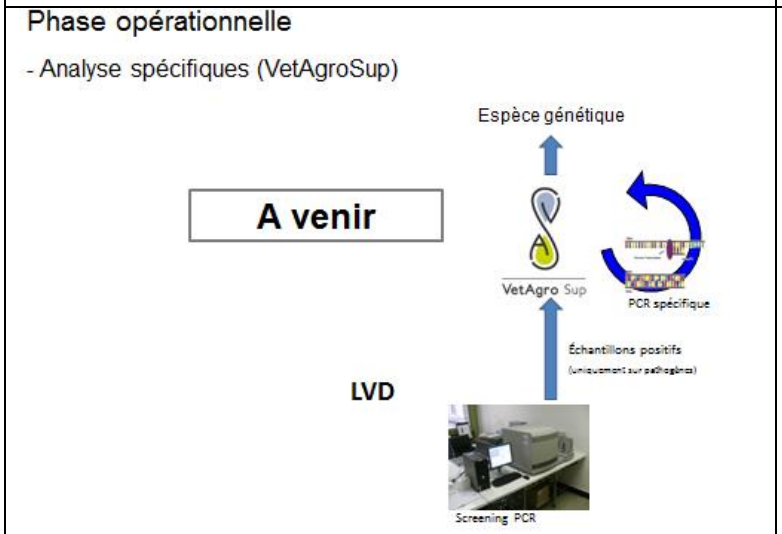
Echantillonnage homogène – espèce classique

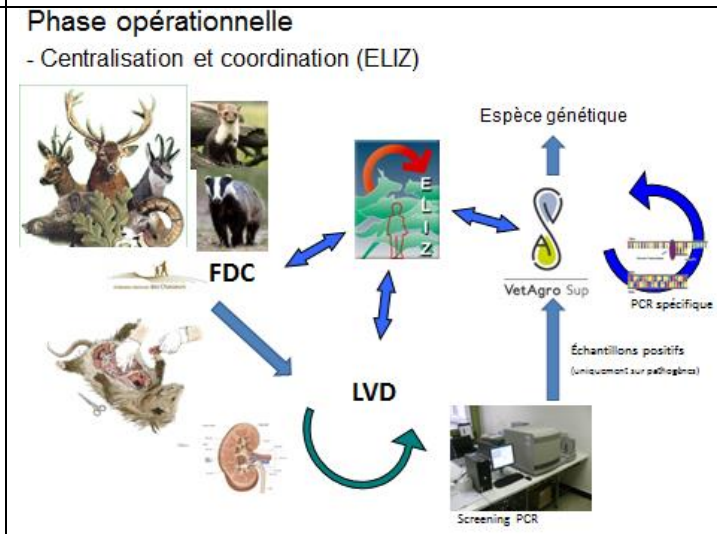
10 échantillons / espèces / département
Soit 80 espèces « classiques » / département

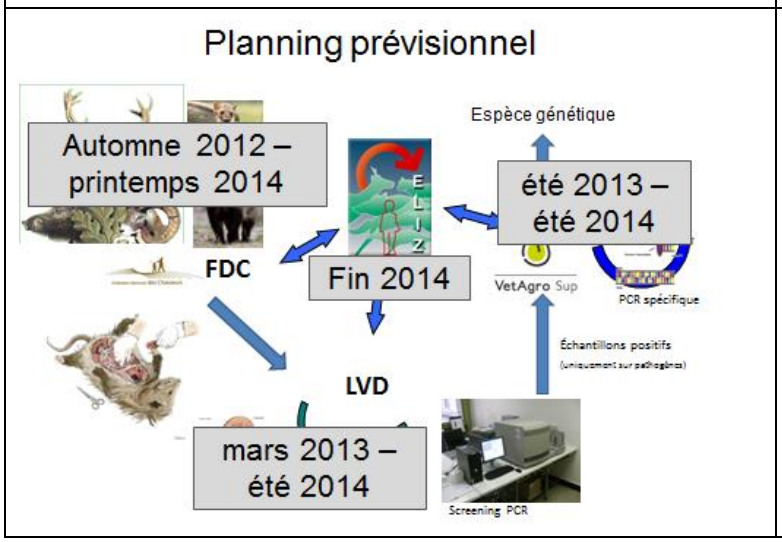
o **E.L.I.Z.** o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com

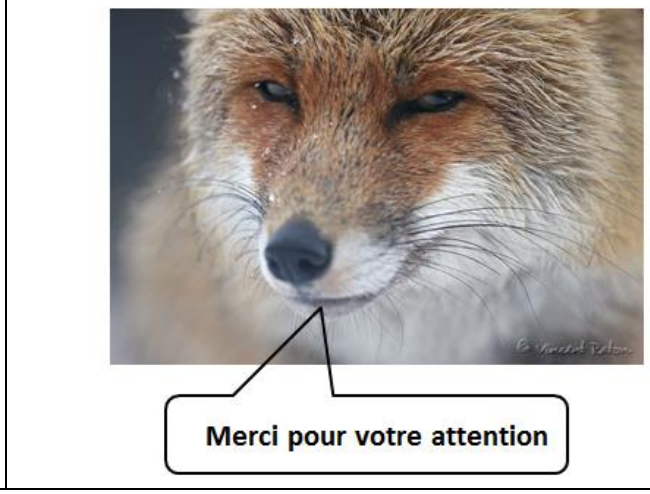












Monsieur BOLMONT : merci. Nous en avons terminé avec nos travaux, je vous remercie de votre attention, je voudrais féliciter et remercier les intervenants même si comme à chaque fois c'est un peu court mais très intéressant, très instructif. Je vous propose que nous continuions à discuter autour d'un verre et d'un bon repas.

Monsieur ANCEAU : vous êtes invités à la salle du bar après l'espace Garnier, c'est là que nous mangeons lors de nos plénières.

o **E.L.I.Z.** o
Domaine de Pixérécourt – 54220 MALZEVILLE
Tél : 03.83.29.07.79 – Télécopie : 03.83.20.93.28
http//www.e-l-i-z.com